

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1907.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1908 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1908 s'élève à	fr.	3,975,863 »
Les crédits alloués pour 1907 montaient à		3,907,043 »
soit pour 1908 une augmentation de	fr.	68,820 »

Cette augmentation concerne : à concurrence de 14,520 francs, le personnel des bureaux ; à concurrence de 5,000 francs, le matériel ; à concurrence de 50,000 francs, l'allocation à divers consuls généraux et vice-consuls des majorations réglementaires et l'amélioration de position pour des titulaires de postes consulaires situés dans des pays à climat extrême ; à concurrence de 1,000 francs, le traitement du commis de notre Chancellerie à Paris ; à concurrence de 3,300 francs, les traitements ou indemnités des six agents du service des drogmans.

Le crédit de l'article 6, relatif aux « *traitements des agents diplomatiques, indemnités locales pour frais de représentation et de logement et indemnités à quelques agents non rétribués* », est augmenté de 5,000 francs par suite de la promotion de notre agent à Tanger au grade d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ; d'autre part, il est diminué de 10,000 francs par

(1) Budget n° 4, V.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. DE BROQUERVILLE, PIRNÉZ, DELVAUX (HENRI), WOESTE, FERON, CARTON DE WIART.

suite de la suppression de l'indemnité pour frais de logement du Ministre à Paris, auquel est attribuée la jouissance d'un hôtel appartenant à l'État.

Enfin, l'ancien article 12 : « Frais de Chancellerie » a été scindé. L'article 12 du Budget de 1908 ne comprend plus que la somme nécessaire au paiement des indemnités allouées à quelques légations pour frais de chancellerie, soit 26,000 francs. Le surplus, soit 30,000 francs, est transféré à l'article 13 (nouveau) ainsi libellé : « *Allocations exceptionnelles et temporaires à des agents du service extérieur en compensation de charges exceptionnelles assumées dans l'intérêt du commerce national.* »

*
* * *

Le Budget a été adopté dans la 1^{re} section par huit voix et neuf abstentions; dans la 2^e section, par treize voix et trois abstentions; dans la 3^e section, par six voix contre cinq; dans la 4^e, à l'unanimité moins une abstention; dans la 5^e section, par huit voix contre cinq; dans la 6^e section, par onze voix contre trois et deux abstentions.

La question de notre organisation consulaire a été soulevée au sein de la 1^{re}, de la 2^e, de la 5^e et de la 6^e section.

La 1^{re} section a rejeté par neuf voix contre huit l'article 6 relatif aux traitements des agents diplomatiques, à raison du maintien de notre légation au Vatican.

Dans la 2^e section, un membre a protesté contre l'augmentation du personnel du Département.

Dans la 3^e section, un membre a fait remarquer que le libellé de l'article 11 est trop complexe et que le crédit qu'il comporte devrait être scindé afin de permettre aux Chambres d'en connaître l'emploi d'une manière plus précise.

Dans la 6^e section, un membre a insisté pour que la convention de Berne fût bientôt soumise à l'approbation du Parlement et pour que le Gouvernement prît au besoin l'initiative d'autres conventions internationales sur la protection du travail. Un autre membre a demandé une protection toujours plus attentive pour nos compatriotes résidant en pays étranger.

L'examen au sein de la Section centrale a rencontré ces diverses observations et a provoqué des échanges de vues sur d'autres questions, qui seront abordées au cours de ce rapport.

I. — ADMINISTRATION CENTRALE.

La Section centrale a fait part au Gouvernement d'une question formulée en sections, au sujet du personnel subalterne du Département. La réponse donnée à cette question établit l'importance de ce personnel, qui est en proportion avec les services qu'il doit rendre.

Question.

« Le personnel subalterne du Département n'est-il pas excessif? »

Réponse.

« Le nombre des agents subalternes du Département est strictement limité aux nécessités du service.

» En 1884, ce personnel comprenait 37 agents; il se compose actuellement de 59 agents, plus un messenger surnuméraire.

» L'extension donnée aux services extérieurs a nécessairement eu pour conséquence une augmentation du nombre des fonctionnaires et employés de l'Administration centrale; depuis 1884, leur nombre a passé de 66 à 86, soit une augmentation de 50 %, tandis que le personnel subalterne ne s'est accru que de trois unités, soit une augmentation de seulement 8 %.

» Cette dernière augmentation doit être considérée comme extrêmement modérée si l'on tient compte aussi de l'agrandissement des locaux du Département et du développement qu'a pris le Musée commercial. »

II. — LA LÉGATION AU VATICAN.

L'existence d'une légation belge au Vatican, critiquée par l'une des sections, a fait l'objet de discussions parlementaires si nombreuses qu'il nous paraît inutile de nous y arrêter longuement. Rappelons qu'au lendemain même des élections de juin 1884, l'un des premiers actes du Gouvernement fut le dépôt d'un projet de loi concernant le rétablissement de nos rapports diplomatiques avec le Saint-Siège, rompues en 1880 par M. Frère-Orban. Ce projet fut adopté au Sénat et à la Chambre par de très fortes majorités, et depuis lors, le pays électoral n'a cessé de marquer son approbation envers le Gouvernement qui avait rétabli des relations si conformes à nos traditions historiques et au maintien de la paix religieuse. D'autre part, ces relations ne peuvent être considérées comme un acte désobligeant vis-à-vis du royaume d'Italie, avec lequel nous entretenons des rapports amicaux. En effet, le droit public de l'Italie elle-même consacre expressément au profit du Saint Père, la prérogative « d'accréditer et de recevoir des envoyés diplomatiques, jouissant de toutes les prérogatives et des immunités qui appartiennent aux agents diplomatiques selon le droit international ». Depuis les événements de 1870, de nombreux pays : la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Bavière, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Espagne, le Pérou, le Portugal, la Prusse, la Russie ont maintenu ou établi des relations officielles avec le Saint-Siège.

III. — LA COMMISSION HOLLANDO-BELGE.

Un membre de la Section centrale a exprimé le désir de voir le Gouvernement suivre avec attention les travaux de la Commission hollando-belge qui a été récemment constituée pour l'étude des questions économiques relatives aux deux pays. Il a paru superflu à la Section centrale de faire de cette observation l'objet d'une question spéciale à adresser au Gouvernement. Sans aucun doute, celui-ci donnera aux travaux de cette Commission toute l'attention que méritent l'actualité des problèmes qui y seront abordés et

l'autorité des personnes chargées d'en mûrir l'examen. D'autre part, il convient de rappeler que cette Commission n'a aucun mandat officiel. Elle n'a pas à négocier. Elle n'a même pas à préparer des négociations. Elle ne représente qu'elle-même. Le sentiment auquel elle répond est celui qu'elle définissait l'honorable M. Beernaert, en ouvrant la séance tenue par la Commission le 4 novembre 1907 :

« Nous formons deux nations, nous avons deux patries qui nous sont également chères, et l'expérience a montré que c'était aller à un échec que de vouloir confondre nos destinées. Mais ces deux nations sont sœurs; elles ont des traits communs, des traditions et des aspirations communes. Elles ont, d'autre part, des ressources et des besoins qui s'harmonisent et se complètent. Leur bonne entente ressort de leurs intérêts comme de leurs sentiments. Enfin et surtout, l'existence de l'une dépend de l'existence de l'autre. Une Belgique indépendante ne se conçoit pas sans le voisinage d'une Hollande indépendante; et la réciprocité n'est pas moins vraie.

» Pour vous comme pour nous, cette indépendance est le premier des biens. Il y a des siècles que de part et d'autre nous la poursuivons à travers des fortunes diverses; vous y êtes arrivés avant nous, mais pour la Belgique aussi, voici le but atteint.

» Et que l'on voie donc ce qu'a fait de nos contrées la liberté, appuyée au dedans sur le travail et au dehors sur la paix.

» Nos populations d'Europe dépassent ensemble 13 millions; vous avez de splendides colonies et peut-être allons-nous en avoir une; — votre commerce et notre industrie sont relativement sans rivales et on peut en dire autant du chiffre de nos affaires et de la richesse publique; — nos arts, nos sciences, notre enseignement gardent le rang élevé où les ont placés nos ancêtres; — nos institutions sont animées de l'esprit le plus moderne, et c'est l'avantage des petits que nos lois visent de préférence.

» Et cette indépendance, pour nous si précieuse à tous égards, est en même temps utile à la paix du monde. Nous occupons une extrémité de l'Europe, là où viennent aboutir et se confondre ses principaux fleuves, où se touchent des races puissantes, et nous ne pourrions être assujettis à l'un ou à l'autre de nos voisins sans un grave déplacement de forces. La densité de nos populations, leur richesse et leur activité industrielle, l'étendue de nos rivages maritimes et leur situation topographique me dispensent d'insister. Nous pouvons affirmer que notre existence comme nations indépendantes est d'un intérêt mondial.

» Mais à quoi bon vous entretenir d'un péril qui n'existe pas et que les progrès de la civilisation doivent éloigner chaque jour davantage.

» Ce qui nous réunit, ce qui doit nous occuper, c'est la recherche de ce qui peut améliorer encore une situation déjà bien enviable. »

La Commission est restée fidèle à ce sentiment en rédigeant de la façon suivante l'article 2 de son règlement :

« La Commission a pour but, sans s'immiscer dans la politique intérieure ou extérieure de l'un des deux pays :

» a) De rechercher les mesures d'ordre législatif ou administratif qui

pourraient être pratiquement proposées à l'opinion publique et aux gouvernements des deux pays;

» b) De mettre à l'étude les questions économiques sur lesquelles une entente pourrait s'établir entre les deux pays;

» c) En général, de resserrer par des rapports cordiaux les liens qui unissent les citoyens des deux pays. »

Faut-il ajouter que, sans attendre le résultat des travaux de la Commission, il est désirable que le Gouvernement belge poursuive de son côté l'examen de certains desiderata d'ordre pratique qui sont de nature à faciliter nos rapports commerciaux avec nos excellents voisins du Nord ?

Il en est ainsi, à notre avis, d'un abaissement dans le tarif postal actuel dont les taux ne sont pas justifiés par l'étendue du territoire des deux pays. Une unification des tarifs des chemins de fer serait plus désirable encore. Et les voies de communication étant solidaires les unes des autres, l'entente qui s'est déjà formée entre les deux pays, sur des bases administratives, pour les fleuves navigables et les canaux, ne pourrait-elle s'établir pour le régime des ports ? D'autre part, l'élévation croissante du nombre des transactions rendrait également utile une unification du droit des obligations, semblable à celle qui a été réalisée en Suisse.

Complétons cette énumération par l'indication de trois autres réformes dont la réalisation serait peut-être plus aisée encore :

Tout d'abord, la réforme de l'exequatur des jugements.

Nous vivons aujourd'hui, dans nos relations avec la Hollande, sous un régime de nationalisme absolu. Les tribunaux belges, saisis d'une demande d'*exequatur* d'un jugement rendu en Hollande, doivent examiner le fond du débat et considérer, par conséquent, comme non venu le jugement déjà rendu.

Pour nos rapports avec la France, l'accord du 8 juillet 1899 intervenu avec cette puissance et approuvé par notre loi du 31 mars 1900 simplifie les formalités d'une façon radicale; l'*exequatur* des jugements rendus dans un des pays contractants n'est plus soumis, dans le pays où l'exécution est demandée, qu'à un simple examen au sujet de questions d'ordre public. Le fond du procès est écarté, de telle sorte que non seulement chacun des contractants a le respect des décisions prises dans le pays voisin, mais l'exécution de ces décisions ne souffre plus des difficultés et des lenteurs d'un nouvel examen du fond. Les sentences arbitrales sont *exequaturées* dans l'un et l'autre pays aux mêmes conditions.

En ce qui concerne la compétence, le Belge a le droit d'assigner le défendeur hollandais devant le tribunal belge, régime général, qui n'a subi, en ce qui nous concerne, de changement que dans nos relations avec la France.

Le même traité du 8 juillet 1899 a, en effet, complètement modifié le système existant en ce qui concerne nos relations avec nos voisins du Sud, en déterminant, d'une manière générale, qu'en matière civile et commerciale les Belges en France et les Français en Belgique seraient régis par les mêmes règles de compétence que les nationaux.

Le traité a fixé les règles concernant les questions de litispendance et de connexité : la même unité a été établie. De même encore, établissement de

l'unité de la faillite; possibilité d'exercer des mesures conservatoires et provisoires dans les deux pays, quel que soit le juge compétent pour connaître du fond.

Les actes authentiques exécutoires dans l'un des deux pays peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre; le magistrat vérifie uniquement si les actes réunissent les conditions nécessaires à l'authenticité dans le pays où ils ont été reçus, et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie sont conformes au droit public du pays où *l'exequatur* est demandé. Enfin, mêmes conditions pour rendre exécutoires sur des biens situés dans un des deux pays les hypothèques consenties dans l'autre.

« Le même accord, dit à bon droit la Fédération pour la défense des intérêts belges à l'étranger ⁽¹⁾, serait facilement réalisé entre la Belgique et la Hollande. L'utilité est la même; les solutions seront facilitées par l'expérience faite avec la France, et, la pratique nous ayant montré les vices, les lacunes et les obscurités du traité franco-belge de 1899, il n'est pas douteux que nous puissions arriver facilement à conclure avec la Hollande un accord rapide et parfait. »

En second lieu, nous croyons devoir rappeler l'utilité de règles nouvelles et plus pratiques relativement à la circulation des produits agricoles pour les cultivateurs dont les exploitations s'étendent au delà de la ligne frontière. Cette circulation, notamment à la frontière zélandaise, a provoqué déjà des réclamations dont les Sections centrales antérieures ont recueilli l'écho.

En troisième lieu, la Section centrale signale la question du traitement des voyageurs de commerce dans les deux pays.

En principe et d'une manière générale, la situation respective des voyageurs étrangers et regnicoles en Belgique et à l'étranger est basée sur le principe de la réciprocité. Toutefois, nul n'ignore qu'en fait nos nationaux se heurtent dans plusieurs pays étrangers à des formalités ou à des frais que les voyageurs étrangers ne rencontrent pas chez nous. Ceux-ci ne sont légalement astreints en Belgique qu'à un droit de patente, dont des conventions spéciales exemptent même les voyageurs de commerce français, allemands et autrichiens-hongrois.

Cette situation motivait déjà en 1902, de la part de la Chambre de commerce belge d'Amsterdam, les observations suivantes qui n'ont rien perdu de leur actualité :

« La Chambre de commerce belge d'Amsterdam s'inspirant des conventions passées entre les Gouvernements belge et français, supprimant les patentes pour voyageurs de commerce entre les deux pays, a fait des démarches pour obtenir semblable entente entre les Gouvernements belge et hollandais. Ces démarches n'ont pas encore abouti. Nous croyons pourtant que le Gouvernement belge ne devrait rien négliger pour arriver à cette entente, puisqu'elle ne pourrait qu'avantager les voyageurs belges. En effet, le voyageur de commerce étranger ne doit payer, pour travailler en Belgique, qu'une patente de 20 francs, alors qu'en Hollande elle est de 15 florins ou

(1) Fédération des intérêts belges à l'étranger. — *Rapport sur la question d'entente hollando-belge*. Bruxelles, Imprimerie des Travaux Publiques, 1906.

31 francs, et il lui est possible même en Belgique de faire sa tournée sans la payer, car jamais que nous sachions, il n'a été inquiété en cours de route à ce sujet; le voyageur de commerce en Hollande, au contraire, devra, au moment de déclarer ses échantillons à la frontière, exhiber son reçu de patente ou en prendre un sur-le-champ, et il sera maintes fois requis de la montrer par des huissiers spécialement désignés à cet effet. S'il n'était pas à même de le faire, il verrait ses échantillons confisqués, se dresser procès-verbal et s'appliquer une amende de 30 florins la première fois. Loin de nous de critiquer ces mesures : c'est la loi. Mais combien vexatoires pour les voyageurs belges puisqu'en Belgique elle n'est que peu ou pas observée. Et puisqu'il en est ainsi, il nous paraît que le Gouvernement belge ne peut s'arrêter à la seule convention avec le Gouvernement français, et nous espérons qu'il nous donnera à bref délai une suite favorable à notre requête concernant ce sujet. Il y va de l'intérêt du voyageur de commerce belge. »

Interrogé à ce sujet par la Section centrale, M. le Ministre des Affaires Étrangères a bien voulu nous faire tenir la réponse suivante :

« S'inspirant des desiderata formulés par la Chambre de commerce belge d'Amsterdam et par la Section centrale de la Chambre des Représentants, mon honorable prédécesseur avait, en 1903, chargé la légation du Roi à La Haye de demander au Gouvernement des Pays-Bas s'il serait disposé à exempter, sous condition de réciprocité, les voyageurs de commerce belges du paiement de la taxe qui leur est appliquée dans les Pays-Bas.

» Le Gouvernement néerlandais a répondu à la légation qu'une telle exemption entraînerait une modification de la loi sur l'impôt des métiers et que le moment ne lui paraissait pas venu de reviser ladite loi.

» Le Gouvernement de la Reine s'est néanmoins déclaré sympathique, en principe, à notre proposition, ajoutant qu'il ne manquerait pas de tenir compte du désir du Gouvernement du Roi si, par la suite, une modification de la loi sur l'impôt des métiers devenait opportune.

» La situation n'a pas changé depuis ce moment; elle continue, au surplus, à avoir l'attention de mon Département. »

IV. — LA SIGNIFICATION DES EXPLOITS À L'ÉTRANGER.

Une fois de plus, le vœu a été émis, au sein de la Section centrale, de voir simplifier la signification des exploits à l'étranger par la suppression de la signification par la « voie diplomatique ». On sait que la Convention internationale de La Haye du 14 novembre 1896 n'a pas, en principe, modifié les conditions de fait de la signification internationale des actes judiciaires en matière civile et commerciale.

« La transmission se fera par la voie diplomatique » est la règle inscrite dans l'article 1^{er} § 2, vis-à-vis des Etats signataires de la dite Convention, « à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats ». La Convention réserve, en outre, aux Etats intéressés la faculté de conclure avec tous ou quelques-uns de ceux-ci des conventions séparées en vue de régler le système de transmission des exploits.

L'arrêté-loi du 4th avril 1814 demeure en vigueur dans nos rapports avec

les pays non signataires de la Convention de La Haye et avec ceux des États signataires, dont la législation admet la voie postale; tel est le cas de la Roumanie et le Grand-Duché de Luxembourg.

Le Gouvernement belge a entamé avec les autres États des négociations ayant pour objet de leur faire adopter le système de la transmission postale ou, tout au moins, celui des rapports directs de parquet à parquet.

Des déclarations ont été échangées avec la France et avec la Suisse; aux termes de ces déclarations, la voie diplomatique est abandonnée, sauf les cas exceptionnels, et remplacée, vis-à-vis de la France, par la voie postale; en ce qui concerne la Suisse, par un mode de transmission directe.

Qu'en est-il des négociations avec les autres pays? La Section centrale a voulu s'en enquérir.

Question.

« Le Département a-t-il poursuivi des négociations en vue de faciliter la signification des exploits à l'étranger? »

Réponse.

« La Convention internationale du 14 novembre 1896, qui règle la signification des actes judiciaires à l'étranger, cessera d'être en vigueur le 27 avril 1909.

» Le Gouvernement doit incessamment se prononcer au sujet du projet de convention destiné à la remplacer et qui, éventuellement, sera soumis à la Législature.

» Dans ces conditions, il a paru inopportun de poursuivre, avant qu'une solution ne soit intervenue à cet égard, des négociations qui, jusqu'ici, n'ont abouti à aucun résultat. »

V. — LA PROTECTION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

La question de la protection ouvrière internationale, si elle se rattache par son objet propre à l'activité de notre Office du Travail, doit aussi solliciter l'attention du Département des Affaires Étrangères.

L'intérêt et l'actualité de cette question dérivent des trois constatations suivantes : d'abord que le problème de la protection ouvrière se présente dans tous les pays civilisés, ensuite qu'il se présente partout avec des caractères de plus en plus analogues, enfin que le problème ne pourra recevoir de solution vraiment satisfaisante que par une action internationale.

Somme toute, il s'agit simplement de faire participer la protection ouvrière à une évolution qui s'est manifestée en d'autres domaines.

En matière commerciale, en matière juridique, des solutions internationales sont intervenues dans le cours de ces dernières années, mais jusqu'ici la protection internationale du travail en est encore à ses premiers balbutiements.

Cependant, cette solution internationale est d'autant plus nécessaire que des considérations de concurrence internationale entravent les parlements désireux d'améliorer les conditions du travail national, mais justement préoccupés par la crainte de diminuer la « capacité de concurrence » de l'industrie, d'augmenter ses frais, de réduire ses bénéfices.

Qui les fera sortir de ce dilemme? La législation internationale du travail! Il est donc nécessaire que l'opinion publique et que le gouvernement se pénétrant, et chez nous plus qu'ailleurs, de l'importance primordiale d'une telle législation, à laquelle est lié notre avenir.

D'ailleurs, on tombe généralement d'accord sur la nécessité de cette législation, mais on ajoute en même temps qu'il est impossible de la réaliser et que les vœux qu'on formule à ce sujet sont non moins chimériques que les vœux en faveur du désarmement universel. Souvent, ce sont ceux-là qui reconnaissent le plus volontiers la nécessité d'internationaliser le problème de la protection ouvrière qui contestent le plus énergiquement la possibilité de l'internationaliser.

A notre avis, cette législation internationale est possible parce qu'elle est nécessaire. Jhering, le grand jurisconsulte allemand, disait : « La nécessité est la source et la mère du droit. » Toute l'histoire des progrès d'ordre international démontre cette vérité. La nécessité a créé l'union postale. Il ne se fonde plus une communauté d'hommes aux antipodes sans qu'immédiatement elle ne cherche à adopter les tarifs universels des postes et télégraphes. Lorsqu'il s'agit de transports maritimes, ne voyons-nous pas la marchandise voyager d'un bout du monde à l'autre, restant soumise aux mêmes règles de responsabilité? La lettre de voiture qui l'accompagne est régie par des dispositions presque partout semblables. La lettre de change, qui en est la contre-valeur, circule à travers les continents et les océans sous l'empire de lois presque universelles. Les brevets d'invention, les marques de fabrique, la propriété artistique et littéraire, font l'objet de conventions et de traités entre tous les pays civilisés.

La tendance à la création d'un droit international privé n'est pas moins remarquable. Et lorsqu'il s'agit du droit des gens, ne voyons-nous pas — la dernière Conférence de La Haye nous en donna l'heureux spectacle — des règles internationales réprimer les instincts trop belliqueux des puissances?

Quand il s'agit de la protection du travail, à ceux qui se décourageraient devant les difficultés comme à ceux qui objectent le caractère trop idéal de ces réformes, on peut répondre en indiquant les étapes déjà accomplies. Comme toute idée, celle-ci a connu des péripéties et des reculs; mais, à travers ces péripéties, elle s'est accentuée, elle s'est précisée, et son histoire nous la montre prenant des formes toujours plus concrètes, devenant à force d'être discutée et combattue, plus pratique et plus réalisable.

C'est en 1857 qu'un industriel alsacien, Daniel Legrand, donna l'essor à cette idée par un mémoire qu'il adressa aux cabinets européens. Dans son rapport pour 1903, notre regretté collègue M. de Bethune appréciait justement l'intéressante Convention franco-italienne sur la protection du travail, du 13 avril 1904, la première de ce genre. Aujourd'hui, nous pouvons saluer un document qui nous intéresse directement : c'est la Convention internationale, conclue à Berne, le 26 septembre 1906, entre quatorze pays européens — dont la Belgique — et qui vise l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie. Cette Convention est actuellement soumise à l'approbation du Parlement belge, et nous souhaitons avec le Gouvernement dans son Exposé des motifs, qu'elle fasse l'objet d'un prompt examen.

La préparation de cette Convention a été facilitée en une large mesure par l'*Office international du Travail*. Cet Office a été créé sous les auspices de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, née elle-même du Congrès pour la législation internationale du Travail, tenu à Bruxelles en septembre 1907.

L'Office international du Travail, dont la direction est à Bâle, n'a pas la mission de contrôle, de surveillance, d'exécution que cherchait surtout à lui assigner la proposition suisse à la Conférence de Berlin de 1890. Il a un caractère scientifique. Ses attributions sont relatives à la législation et à la statistique du travail. Il recueille et publie tous les monuments législatifs se rattachant à la protection et aux conditions du travail et présentant un intérêt pour les autres nations.

Quant à son œuvre statistique, elle consiste surtout à coordonner, d'une manière systématique et continue au point de vue international, pour l'enseignement mutuel des peuples, les données et les travaux recueillis par les offices nationaux qui existent en grand nombre.

Notre Département de l'Industrie et du Travail marque son intérêt à cet Office international et lui prête son concours. De son côté, notre diplomatie, qui doit être l'intime associée de notre progrès social comme de notre progrès commercial, pourra utilement suivre les travaux de cet Office en vue des conventions protectrices du Travail, qui sont fatalement amenées à se multiplier.

Jusqu'ici, notre action diplomatique en cette matière s'est surtout manifestée à l'occasion de l'application de notre loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail, si libérale vis-à-vis des étrangers.

Des conventions, conclues avec la France et le Luxembourg, ont déjà été approuvées par le Parlement.

D'autre part, à la suite de pourparlers engagés par le Gouvernement allemand concernant l'assimilation des ouvriers belges aux ressortissants de l'Empire au point de vue de la réparation des dommages résultant des accidents du travail, le Conseil fédéral, par ordonnance du 22 février 1906, a décrété, en faveur de nos nationaux, l'abrogation des dispositions restrictives du § 94, n° 2, et du § 21 de la loi d'assurance contre les accidents du travail dans l'industrie, ainsi que du § 37, alinéa 1^{er}, et du § 9 de la loi d'assurance contre les accidents du travail dans les entreprises de construction.

Aux termes de ces dispositions, les ouvriers étrangers, victimes d'accidents en Allemagne, n'ont pas droit au paiement des rentes lorsqu'ils n'ont pas leur résidence habituelle sur le territoire de l'Empire; de même, les ayants droit d'un ouvrier étranger ne reçoivent aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils n'ont pas leur résidence habituelle en Allemagne.

On voit que cette ordonnance — publiée au *Moniteur belge* du 20 avril 1906, — laisse subsister, en certains cas, un régime défavorable pour nos nationaux.

La Section centrale s'est informée auprès du Gouvernement de l'état des négociations engagées à ce sujet.

Question.

« Le Gouvernement a-t-il poursuivi des négociations en vue de conventions internationales en matière d'accidents du travail? »

Réponse.

« Le Gouvernement du Roi a conclu jusqu'ici des conventions en matière d'accidents du travail avec la France et le grand-duché de Luxembourg. »

» Ainsi que le Département des Affaires Étrangères a eu l'honneur de le faire connaître, en réponse à une question posée par la Section centrale chargée de l'examen du Budget de ce Département pour l'année 1907, des négociations ont été engagées entre le Gouvernement du Roi et le Gouvernement allemand en vue du règlement de certaines questions relatives à la réparation des accidents du travail qui n'avaient pas été résolues par l'Ordonnance du Bundesrath du 22 février 1906.

» D'autre part, des pourparlers sont en cours avec le Gouvernement des Pays-Bas pour la conclusion d'un arrangement sur la matière.

» Les dits Gouvernements n'ont pas encore fait parvenir leurs réponses définitives, mais il est permis d'espérer que les négociations aboutiront prochainement. »

VI. — LE PROGRÈS DES EXPORTATIONS.

Le Département des Affaires Étrangères assume, dans la plupart des pays d'Europe, une tâche exclusivement ou principalement politique. Il n'en est pas de même en Belgique. L'opinion publique et le Parlement attendent de ce Département, non pas seulement le maintien de nos bonnes relations avec les puissances étrangères, mais aussi toutes les mesures de nature à protéger notre commerce à l'étranger.

Bien plus, elles tendent à lui attribuer la mission de créer des relations commerciales internationales et de trouver pour nos industriels de nouveaux champs d'action. Cette tâche qui, dans d'autres pays, est celle du Ministère du Commerce, vient se superposer au rôle primitif de notre Département des Affaires Étrangères, de telle sorte que les discussions de son budget en Sections, en Section centrale et en séance, sont bien plus souvent d'ordre commercial que d'ordre politique.

Il convient d'ajouter que le Département n'a pas méconnu cette partie de sa tâche. La clairvoyance de même que le zèle qu'il y a apportés, notamment en cette dernière période, expliquent les hommages si flatteurs par lesquels nos industriels et nos commerçants ont témoigné leur reconnaissance envers l'honorable baron de Favereau, au moment où il résigna les fonctions occupées si dignement par lui pendant dix ans.

Comment organiser rationnellement l'exportation belge?

Le tableau comparatif de notre commerce spécial, en ce qui concerne les principales marchandises, renseigne : pour les importations, un chiffre de 3,428,593,000 francs, en 1907, contre 3,208,487,000 francs, en 1906; et pour les exportations, un chiffre de 2,672,025,000 francs, en 1907, contre 2,557,062,000 francs, en 1906, soit une augmentation de 6.9 % pour les importations et de 4.8 % pour les exportations.

Pour interpréter ces chiffres, il convient de tenir compte de certaines remarques judicieuses, émises notamment par M. Arnaud Julin, dans une récente étude sur la statistique du commerce de la Belgique et par M. G. De Leener dans ses travaux sur notre situation économique :

« Notre importation en animaux vivants et objets d'alimentation, ainsi

que le fait observer M. A. Julin, est beaucoup plus élevée que l'exportation correspondante, et le taux de son accroissement depuis 1901 est environ trois fois plus rapide.

» Si notre exportation a augmenté dans une certaine mesure, elle le doit à l'élévation progressive des prix plus qu'à l'accroissement des quantités de marchandises exportées. Notre caractéristique nationale est donc bien la suivante : grands importateurs de produits alimentaires, nous ne disposons que de faibles ressources d'échange correspondantes et celles qu'accuse la statistique commerciale doivent encore être réduites du fait qu'une partie du transit est inscrite à tort à l'exportation.

» La plus grande partie de notre commerce consiste en matières brutes et produits mi-ouvrés; ces marchandises représentent environ les sept dixièmes du poids importé et exporté; leur valeur dépasse la moitié de celle des importations et atteint 42 % de la valeur des exportations. »

Pour préciser davantage, on peut affirmer que les principaux progrès réalisés dans nos exportations sont dus à la situation privilégiée de notre industrie métallurgique en rapport avec l'importance des capitaux belges engagés à l'étranger dans les entreprises de tramways et de chemins de fer. Et ces progrès, s'ils sont réels, ont suivi une courbe moins rapide que celle des exportations anglaise ou allemande. La nature même des fabricats qui alimentent surtout notre exportation nous expose plus qu'une autre nation aux surprises de la concurrence et aux effets des crises. Enfin, chacun sait que l'industrie belge n'existe que par l'exportation.

Ces considérations doivent inspirer non seulement notre enseignement technique, mais aussi notre organisation de l'exportation.

Cette organisation devant être surtout l'œuvre des énergies et des initiatives intéressées, il y a lieu de souhaiter le développement des organismes en vue de favoriser l'exportation et de nous inspirer peut-être des succès d'organismes spéciaux, ainsi qu'il en a été créé en Allemagne ou en Autriche-Hongrie. Il existe dans cet Empire deux associations : l'« Österreichisch-Ungarischer Export Verein » et la « Société anonyme hongroise du Commerce » qui rendent de nombreux services à l'exportation nationale.

Les statuts de l'« Export Verein » définissent ainsi son but : fournir aux fabricants, négociants et constructeurs de l'Empire une aide et un appui pour tout ce qui concerne les affaires d'exportation en commun et d'une façon générale toute les affaires d'exportation.

Pour atteindre ce but, l'Association s'occupe de préparer des nouvelles relations avec les maisons importantes de l'étranger, d'engager des agents de confiance à l'étranger, d'y envoyer des jeunes gens rompus au commerce et au courant des exigences de l'importation. Elle publie un livre d'adresses commerciales, s'entremet pour les recouvrements des créances douteuses sur l'étranger avec le moins de frais possible et publie un journal hebdomadaire.

Quant à l'Association hongroise, elle se préoccupe de son côté, par l'intermédiaire de sa banque et de son bureau commercial, de participer au commerce général du royaume, l'encourager dans la mesure du possible par l'appui des opérations de banque, par des achats directs et indirects, aider les maisons qui s'occupent du commerce d'exportation et de tout

commerce d'une façon générale, créer de nouvelles entreprises et rechercher et exploiter de nouvelles affaires.

Des associations de ce genre — créées par l'initiative des industriels et soutenues par le concours des pouvoirs publics — pourraient, semble-t-il, stimuler, conseiller, aider efficacement nos producteurs toujours à l'affût de nouveaux débouchés. Les Chambres de commerce sont tout naturellement indiquées pour y intervenir et le Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie pour les guider. Enfin, comment nier sérieusement les services qu'une marine commerciale belge, digne de ce nom, rendrait à nos producteurs aujourd'hui tributaires des nations concurrentes pour la plus grande part de leur exportation? Nos consuls ne cessent d'insister sur l'heureuse influence que les lignes de navigation exercent sur le développement des transactions à l'étranger.

« C'est ainsi, écrit M. Le Vionnois, notre consul à Manille, que, grâce au rachat par le *Norddeutscher Lloyd* des lignes de navigation reliant Bangkok à Hongkong et Singapore, et qui autrefois étaient exploitées par une compagnie anglaise, le commerce allemand s'est solidement implanté au Siam, au point d'y faire une concurrence sérieuse aux maisons anglaises.

» C'est encore à l'extension relativement récente des lignes du *Norddeutscher Lloyd* et de la *Hamburg-Amerika Linie* sur le Yangtze que doit être attribué le développement qu'a pris en ces dernières années à Hankow le commerce allemand.

» Le Japon, un concurrent avec lequel nous devons compter sur certains marchés d'Extrême-Orient, particulièrement en Chine, attache au succès de ses lignes de navigation sur le Yangtze la plus grande importance. Il cherche aussi à étendre sa marine marchande dans d'autres directions. »

Sans que nos pouvoirs publics s'engagent dans les voies d'un interventionisme exagéré, ils doivent toute leur sollicitude à cet important problème. Quelques pas ont été faits. De nouveaux projets se font jour, tel celui d'une exposition flottante. Il convient de les étudier attentivement ⁽¹⁾.

VII. — LES SERVICES EXTÉRIEURS.

Désireuse de fournir à la Chambre des éléments d'appréciation complets et précis sur l'organisation de nos services extérieurs, la Section centrale a adressé au Gouvernement la question suivante :

Question.

« Quelle est, au point de vue du personnel et de la dépense, la situation générale de nos services extérieurs, tant pour le corps diplomatique que pour le corps consulaire, en y ajoutant le service des interprètes et des drogmans? »

Réponse.

« Le tableau ci-après fournit les renseignements demandés.

(1) F. VAN DER HEYDE, *De l'organisation des expositions flottantes*. MOHS, 1903. — A. DE GERLACHE DE COMERY et EUG. GILLON, *La question de l'exposition flottante*. Bruxelles, Bulens, 1907.

Personnel.

	NOMBRE D'AGENTS		AUGMENTATION.
	en 1884.	en 1908.	
<i>Légations (1).</i>			
Chefs de mission	20	26	6
Conseillers	10	11	1
Secrétaires	15	20	5
TOTAUX	45	57	12
<i>Consulats.</i>			
Agents rétribués	25	66	41
Agents non rétribués	422	570	148
TOTAUX	447	636	189
<i>Drogmans, lettrés, interprètes.</i>			
Agents fonctionnaires de l'État	4	12	8
Autres agents	6	8	2
TOTAUX	10	20	10
<i>Récapitulation.</i>			
Légations	45	57	12
Consulats	447	636	189
Drogmans, lettrés, interprètes.	10	20	10
TOTAUX	502	715	211

(1) Depuis 1884, les Consulats à Téhéran, Luxembourg, Athènes et Tanger ont été transformés en Légations, une Légation a été établie à Copenhague et le traitement de l'Agent et Consul Général au Caire a été rattaché à l'article 6 du Budget.

Dépenses.

	MONTANT		AUGMENTATION.
	en 1884.	en 1908.	
<i>Légations (1).</i>			
Chefs de mission fr.	738,000	1,118,000	380,000
Conseillers et Secrétaires	172,500	217,000	44,500
Augmentations éventuelles et indemnités à des agents non rétribués	"	14,000	14,000
TOTAUX fr.	910,500	1,349,000	(1) 438,500
<i>Consulats.</i>			
Traitements, indemnités, explorations fr.	504,500	1,008,900	592,400
Indemnités pour charges dans l'intérêt du commerce	"	50,000	50,000
TOTAUX fr.	504,500	1,126,900	622,400
<i>Drogmans, lettrés, interprètes.</i>			
Traitements, frais de lettrés et d'interprètes, etc. fr.	(2) 70,460	(2) 139,500	69,040
TOTAUX fr.	70,460	139,500	69,040
<i>Récapitulation.</i>			
Légations (1). fr.	910,500	1,349,000	438,500
Consulats	504,500	1,126,900	622,400
Drogmans, lettrés, interprètes	70,460	139,500	69,040
TOTAUX fr.	1,485,460	2,615,400	1,129,940

(1) Il est à remarquer qu'en 1905 une somme de 90,000 francs a été transférée du crédit des frais de voyage au crédit de l'article 6. Cette somme représentait les indemnités de logement allouées antérieurement à des chefs de mission et qui sont actuellement comprises dans le traitement de ces agents.

D'autre part, des sommes s'élevant ensemble à 96,000 francs ont été successivement transférées de l'article 7 (Consulats) à l'article 6 du Budget, par suite de la transformation de plusieurs consulats en légations.

L'augmentation réelle de l'article 6, de 1884 à 1908, se réduit ainsi à 252,500 francs.

(2) Cette somme comprend les traitements et indemnités à des agents autres que les drogmans, lettrés et interprètes (Khavass, garçon de bureau, concierge, capou oglao, garde militaire à Téhéran).

S'il faut compter avant tout sur l'initiative privée pour ouvrir de nouveaux débouchés à un pays qui doit exporter 75 % de sa production, s'il faut souhaiter, à cet égard, la création ou le développement de groupes d'expansion économique, d'offices d'informations commerciales, de maisons ou de sociétés belges de navigation, d'exportation ou d'importation, de musées commerciaux, de publications spéciales, d'autre part, nul ne méconnaîtra le rôle primordial qui incombe de ce chef à notre service extérieur.

L'organisation diplomatique et consulaire de la Belgique a fait l'objet, l'an dernier, au Sénat, d'un intéressant débat.

On y a notamment agité, une fois de plus, la question de savoir si l'évolution des idées, la prédominance des intérêts économiques et certains exemples venus de l'étranger ne justifieraient pas une « quasi-fusion » du service consulaire et du service diplomatique, voire une sorte d'absorption de celui-ci par celui-là.

Qu'une quasi-fusion puisse se justifier dans certains cas particuliers, le Département des Affaires Étrangères l'a reconnu, puisque nos ministres en Turquie, dans le Grand-Duché de Luxembourg, au Brésil, au Mexique, au Maroc, en Égypte, en Perse, en Chine, au Japon, sont commissionnés comme consuls généraux.

Par contre, certains agents consulaires sont investis de titres diplomatiques (Ministres résidents ou Chargés d'affaires). C'est le cas pour nos consuls généraux dans la République Argentine, à Cuba, au Chili, au Guatemala, au Pérou, au Vénézuéla, au Siam, en Bulgarie.

Qu'il y ait aussi une collaboration et une sorte de compénétration nécessaire entre ces deux services, que nos diplomates aient à employer leur activité, leurs talents, leurs relations au progrès de notre industrie et de notre commerce, que la formation de nos diplomates doive comporter de plus en plus l'étude des questions économiques, personne ne le conteste. Et les services importants que notre diplomatie a déjà rendus au pays dans cet ordre d'idées prouvent qu'elle apporte de plus en plus de soin à cette partie essentielle de sa tâche.

Mais il serait absurde de déduire d'une tendance aussi heureuse l'idée que nos diplomates pourraient sans inconvénients être remplacés partout par des consuls. « L'emploi des agents diplomatiques, a très justement répondu l'honorable M. Davignon, Ministre des Affaires étrangères, dans la discussion du Sénat, est une nécessité. Seuls ils ont, dans certains cas, le prestige et l'autorité voulus pour résoudre des questions difficiles et délicates. » N'apparaît-il pas que, partout où les autres pays accréditent des diplomates, nos consuls seraient vis-à-vis d'eux dans une situation d'infériorité très défavorable à nos intérêts.

Cette question ainsi vidée, ne faut-il pas reconnaître que notre représentation consulaire est insuffisante ?

Certes, les efforts les plus méritoires ont été réalisés dans cet ordre d'idées, pendant ces dernières années. Les dépenses consulaires étaient, en 1891, de 366,000 francs. Aujourd'hui, le Département nous demande un million 126,900 francs au chapitre des consulats.

« Les ressources financières mises à la disposition de nos agents, écrivait

M. L. Capelle dans un remarquable rapport au Congrès de Mons ⁽¹⁾, sont fixées d'après des règles propres à chaque pays. Nous estimons que les sacrifices que les Gouvernements s'imposent pour proportionner les traitements de leurs représentants à l'étranger aux exigences de la carrière, constituent des dépenses essentiellement productives. Nous considérons, toutefois, que la répartition la plus équitable des crédits affectés à la rémunération des agents est celle qui tient compte, dans une large mesure, des conditions spéciales de chaque poste.

» Les établissements commerciaux et industriels n'ont pas des règles uniformes pour la rémunération de leurs employés; ceux-ci sont rétribués d'après le travail qu'ils fournissent, voire même d'après les bénéfices qu'ils procurent à ceux qui utilisent leur concours. Il serait sans doute difficile d'adopter les mêmes bases pour fixer la rémunération des agents officiels. Toutefois, il serait désirable, semble-t-il, que les postes qui imposent un travail continu aux titulaires et qui offrent à leur activité un champ particulièrement fécond fussent occupés par l'élite des agents : il serait donc de bonne politique d'y attacher des avantages spéciaux.

» Il nous paraît, d'autre part, qu'indépendamment des traitements proprement dits, des crédits suffisants devraient figurer aux budgets des États pour tenir les agents indemnes des dépenses ordinaires ou accidentelles que leur impose l'exercice judicieux et bien compris d'un mandat essentiellement complexe. »

La réforme accomplie par l'honorable baron de Favereau en ce qui concerne la rémunération de nos ministres à l'étranger tient compte de cette spécialisation qui s'inspire de règles propres à chaque pays. Et c'est au même principe que se rattache l'excellente initiative que le Gouvernement a prise en acquérant des immeubles pour nos légations, comme il l'a fait à Paris, ou même en faisant construire des hôtels pour nos représentants, comme il l'a fait dans les pays d'Orient et d'Extrême-Orient. Toutefois, les traitements de plusieurs de nos chefs de poste demeurent insuffisants, si l'on tient compte du coût de la vie dans certaines capitales et de l'utilité très réelle qui s'attache à ce que notre représentation y jouisse du prestige des puissances économiques du même rang que le nôtre. Enfin, ce n'est pas sans de bonnes raisons que l'on a demandé pour nos diplomates, qui ont servi leur pays à l'étranger pendant une longue carrière, le régime de l'éméritat, tel qu'il existe pour nos magistrats et nos professeurs d'universités.

Aux rangs inférieurs de la carrière diplomatique, les attachés et la plupart des secrétaires de légation n'ont pas de traitement. Ils doivent attendre plusieurs années avant de recevoir une rémunération très insuffisante. Cependant, on exige d'eux le diplôme de docteur en droit ou celui de licencié en sciences politiques. Il leur faut à la fois des études sérieuses et des ressources personnelles. Le recrutement de la carrière en est rendu difficile.

Quant aux vice-consuls, un arrêté royal du 17 avril 1907 vient d'améliorer

(1) L. CAPELLE. — *Des moyens et agents d'expansion*. Congrès de Mons, 1905, p. 8.

leur situation. Mais pour eux comme pour nos consuls, la comparaison entre notre régime et celui des pays que nous rencontrons comme principaux concurrents à l'étranger nous fait comprendre la nécessité de prochaines augmentations.

L'honorable M. Verbeke a produit l'an dernier au Sénat plusieurs éléments de cette comparaison. Le tableau que le Gouvernement a bien voulu dresser à notre demande complète ces indications.

Question.

« Quels sont les traitements de nos consuls et vice-consuls de carrière et quelle est la comparaison à établir entre ces traitements et ceux que les pays voisins allouent à leurs consuls et vice-consuls? »

Réponse.

« Le projet de Budget du Département des Affaires Étrangères pour l'année 1908 indique (page 26) les traitements actuels des agents de la carrière consulaire belge en fonctions dans les différents pays.

» Les émoluments des agents consulaires des Puissances voisines en fonctions aux mêmes résidences sont mentionnés au tableau ci-après.

» La comparaison entre les traitements des agents consulaires des divers pays est assez difficile parce que les bases d'évaluation et l'importance relative de chaque poste varient de pays à pays.

» C'est ainsi qu'il y a lieu de tenir compte, en ce qui concerne les consuls belges, de ce que dans le chiffre des traitements de ces agents se trouvent compris les accroissements personnels pouvant différer de plusieurs milliers de francs accordés à ceux-ci à raison de l'ancienneté de leurs fonctions.

» Les indications relatives aux traitements des agents consulaires des pays voisins de la Belgique sont extraits de publications officielles. Il n'a pas été possible, vu l'urgence, de les soumettre au contrôle des gouvernements intéressés. »

POSTES.	Belgique.	Allemagne.	Autriche- Hongrie.	France.	Grande- Bretagne.	Italie.	Pays-Bas.
Allemagne	(Cologne) 20,000	—	(Cologne) 32,100	(Hambourg) 25,000	(Hambourg) 66,000	(Cologne) 25,000	(Hambourg) 7,550 (vice-consul)
République argentine	(Buenos-Ayres) 28,000	—	—	—	—	41,000	31,500
Bolivie	(La Paz) 20,000	—	—	—	—	—	—
Brésil	(Port-Alègre) 18,000	(Port-Alègre) 30,000	(Port-Alègre) 26,000	(Saint-Paul) 28,000	(Santos) 35,350	(Port-Alègre) 29,000	(Rio de Janeiro) 25,200
Chili	(Santiago) 29,000	—	—	—	—	—	—
Chine	(Hankow) 18,000 2,000	(1 hôtel) 25,000	—	(1 hôtel) 28,000	30,500 (1 hôtel et indemnités)	25,000	—
Id.	(Hong-Kong) 18,000	(1 hôtel) 50,000	21,600 (vice-consul)	26,000	(Canton) 30,500 (1 hôtel et indemnités)	35,000	57,800
Id.	(Shanghai) 27,000 (1 hôtel)	(1 hôtel) 50,000	45,900	(1 hôtel) 46,000	57,875 (1 hôtel et indemnités)	58,000	29,400
Id.	(Tientsin) 18,000 2,000	(1 hôtel) 50,000	50,000	(1 hôtel) 50,000	27,775 (1 hôtel et indemnités)	25,000	21,000
Colombie	(Bogota) 18,000	—	—	—	50,500	56,000	—
Corée	(Séoul) (1 hôtel)	(1 hôtel) 37,500	—	(1 hôtel) 30,000	57,875	—	—
Cuba	(La Havane) 29,000	—	—	40,000	40,400	38,000	—
Espagne (Possessions)	(Sainte-Croix de Ténériffe) 25,000	—	—	—	20,200	—	—
États-Unis	(Philadelphie) 25,000	30,000	26,450	(New-York) 55,000	42,925	28,000	—
Id.	(San-Francisco) 24,000	37,500	—	55,000	53,025	31,000	—
Id.	(Manille) 18,000 2,000	50,000	—	50,000	39,150	—	—
Éthiopie	24,000	—	—	—	(1 hôtel) 37,875	—	—

France (Possessions)	(Tunis)	22,000	25,000	24,000	—	(1 hôtel)	29,800	40,000	—
Grande-Bretagne	(Liverpool)	21,000	(Londres) 50,000	(Liverpool) 19,000	(Liverpool) 22,000	—	(Liverpool) 31,000	(Londres) 32,300	
Grande-Bretagne (Possessions) .	(Melbourne)	20,000	(Sydney) 37,500	—	20,000	—	33,000	31,500	
Id. (Id.) .	(Ottawa)	18,000	(Montréal) 30,000	(Ottawa) 32,500	(Montréal) 50,000	—	(Montréal) 50,000	—	
Id. (Id.) .	(Bombay)	18,000	50,000	58,500	50,000	—	—	—	
Id. (Id.) .	(Calcutta)	18,000	50,000	54,900	50,000	—	58,900	21,500	
Id. (Id.) .	(Johannesburg)	16,000 5,000	(Prétoria) 50,000	40,000	20,000	—	46,000	41,000	
Guatemala	(Guatemala)	20,000	—	—	—	50,500	37,000	—	
Japon	(Yokohama)	16,000	(1 hôtel) 37,500	27,700	(1 hôtel) 25,000	27,775 (1 hôtel et indemnités)	—	(Kobe) 21,000	
Pays-Bas.	(Rotterdam)	10,000	18,750	18,900	17,000	26,900	—	—	
Pays-Bas (Possessions)	(Batavia)	18,000	50,000	—	35,000	—	—	—	
Pérou	(Lima)	27,000	—	—	—	—	43,000	—	
Russie méridionale	(Kharkow)	20,000 2,000	(Kharkow) 22,500	(Kiew) 24,700	(Kharkow) 12,000 (vice-consul)	(Odessa) 36,600	(Odessa) 25,400	—	
Id.	(Moscou)	25,000 2,000	50,000	27,400	25,000	15,900	—	—	
Siam.	(Bangkok)	27,000	—	—	—	—	35,000	25,200	
Turquie	(Smyrne)	22,000	10,875 (indemnité) 3,000	52,600	(1 hôtel) 20,000	(1 hôtel) 23,250	21,500	21,000	
Bulgarie.	(Sophia)	21,000	57,500	61,850	50,000	57,875	36,200	—	
Venezuela	(Caracas)	29,000	—	—	—	50,500	40,000	28,500	

Pour apprécier exactement ce tableau, il importe d'ajouter que sur plus de six cents agents de notre service consulaire, septante seulement sont rétribués. Il apparaît donc que de nouveaux sacrifices pécuniaires s'imposent à bref délai. Et certes le Parlement belge ne se soustraira pas à cette nécessité.

La répartition des agents semble aussi justifier certaines critiques.

Dans certains postes, dont quelques-uns sont peu importants, nous avons plusieurs agents rétribués. C'est ainsi qu'à Sainte-Croix-de-Ténériffe, dont la juridiction s'étend, il est vrai, à l'Afrique occidentale, nous avons à la fois un consul général et deux vice-consuls.

En revanche, nous n'avons qu'un seul consul de carrière pour tout le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Nous n'avons pas de consul de carrière, ni à Hambourg, ni au Havre, ni à Marseille, ni à Bordeaux. Ce n'est que depuis peu de temps qu'un vice-consul de carrière a sa résidence à Alexandrie (Égypte).

Nous n'en avons pas un seul en Algérie. Dans plusieurs postes, nos consuls-marchands appartiennent à d'autres nationalités européennes, ce qui n'est pas sans inconvénients.

La Section centrale rappelle aussi à l'attention du Gouvernement la question des « attachés commerciaux » qui a fait l'objet, au Congrès de Mons de 1903, d'intéressants rapports de MM. H. de Nimal et L. de Villegas de Saint-Pierre.

L'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis, l'Italie et la Russie ont déjà eu recours à cette organisation.

En France, un décret du 3 novembre 1906 institue, auprès des ambassades et légations de la République, des attachés commerciaux spécialement chargés d'étudier les questions commerciales et d'entrer en relations directes avec les producteurs français.

Ce nouveau rouage mis à profit par nos concurrents mérite d'être bien étudié chez nous.

Le Gouvernement a d'ailleurs déjà marqué sa sympathie pour cette idée.

En effet, des vice-consuls de carrière ont été attachés à certaines légations des pays d'outre-mer. Nos diplomates ont ainsi, sous leurs ordres, dans les pays où nous pouvons trouver les débouchés les plus féconds et les plus considérables, des hommes dont les vues sont, en quelque sorte, exclusivement dirigées vers le développement des forces économiques de notre pays.

« Cette mesure, disait déjà le Gouvernement en réponse à la Section centrale du Budget pour 1898, n'est d'ailleurs qu'un premier pas vers la réalisation du vœu, exprimé par l'opinion publique depuis fort longtemps déjà, de voir, sous une forme ou sous une autre, adjoindre à nos légations des attachés commerciaux. »

VIII. — LES BOURSES DE VOYAGE.

Au développement de nos relations commerciales se rattache aussi l'institution des bourses de voyage. Cette institution a-t-elle donné tout ce qu'on

en espérait? Quelques critiques ont été formulées à cet égard, au Congrès de Mons, par M. le baron Daelman, notre ministre à Stockholm ⁽¹⁾.

« L'institution des bourses de voyage et d'étude peut être très utile, mais à la condition *absolue* que les bénéficiaires, après avoir appris, et d'une *façon approfondie*, la langue du pays étranger, travaillent, *au moins* pendant un an, dans une maison de commerce de la ville où ils sont envoyés, afin de connaître parfaitement les usages commerciaux et d'être plus tard à même de s'établir définitivement dans le pays.

» Jusqu'à présent, les boursiers du Gouvernement belge n'ont pas, en règle générale, accompli ce que l'on pouvait attendre d'eux; sans doute, ils sont, à leur départ, trop peu préparés. Il serait à désirer qu'on n'accordât une bourse de voyage qu'aux jeunes gens qui ont travaillé sérieusement dans une maison d'exportation et qui se sont approprié la parfaite connaissance pratique des affaires de ce genre dans la patrie même; la connaissance théorique ne suffit pas. »

La Section centrale a cru utile d'adresser à ce sujet une question au Gouvernement.

Question.

« Combien le Gouvernement a-t-il accordé de bourses de voyage pendant ces dernières années et quels sont les résultats que donne cette institution? »

Réponse.

« Le crédit affecté aux bourses de voyage est de 90,000 francs. Le montant annuel de chaque bourse ne peut dépasser 6,000 francs et l'allocation totale à un même bénéficiaire est limitée à 18,000 francs.

» La règle est que chaque titulaire peut bénéficier de la bourse pendant trois années consécutives et atteindre ainsi le maximum de 18,000 francs.

» Toutefois, comme le but essentiel de l'allocation est de favoriser l'établissement définitif de Belges à l'étranger, le subside est retiré dès qu'il y a des raisons sérieuses de croire que ce but ne sera pas atteint.

» Le cas échéant, le Gouvernement s'occupe immédiatement de faire bénéficier d'autres candidats des subsides devenus disponibles, et tel a été le soin apporté à la gestion du crédit, que depuis plus de vingt ans aucune somme affectée à cet emploi utile n'a été inemployée.

» Quant aux résultats obtenus, ils sont aussi satisfaisants que le comportent des mesures prises à l'égard de jeunes gens dont l'expérience pratique est nécessairement assez limitée.

(1) BARON DAELMAN. — *De l'Expansion économique mondiale*. Mons, 1905, p. 4.

» Il convient de ne pas perdre de vue que, malgré le stage commercial que les boursiers ont fait en Belgique et à l'étranger avant d'obtenir le subside officiel, ils n'ont pu encore fournir des preuves certaines de leur initiative et de la manière dont ils pourront surmonter les difficultés inhérentes à toute expatriation.

» Si l'on tient compte de ces circonstances, on peut se féliciter des résultats dus à l'institution des bourses. Néanmoins, le Département des Affaires Étrangères suit avec la plus sérieuse attention la marche des affaires des boursiers, afin de pouvoir en connaissance de cause aviser aux mesures destinées à parer aux inconvénients qui seraient constatés.

» Les agents diplomatiques et consulaires de Belgique à l'étranger exercent un contrôle permanent sur les boursiers, et l'intérêt du Gouvernement reste acquis à ceux-ci, même après la cessation du subside officiel. »

IX. — L'ÉMIGRATION.

Après avoir exporté des marchandises, nous avons exporté nos capitaux pour créer des industries en pays étrangers. Désormais, nous entrons dans un troisième stade : nous exportons nos nationaux pour gagner au dehors le pain que notre sol leur mesure parcimonieusement.

C'est pourquoi à la nécessité de faire connaître de mieux en mieux nos produits dans toutes les parties du monde se joint la nécessité d'encourager nos nationaux qui cherchent à se fixer dans les pays lointains, tout en les mettant en garde contre l'expatriation irréfléchie et l'embauchage inconsidéré. D'ailleurs, l'exportation des hommes ne peut que développer l'exportation des produits, à la condition surtout de maintenir entre nos nationaux expatriés et la Belgique des relations commerciales suivies.

Il est évident que l'action personnelle de nos compatriotes établis à l'étranger peut compléter de la manière la plus utile l'action de notre service extérieur et les efforts de nos producteurs.

Pour encourager cette émigration, l'initiative privée a créé en Hollande une société puissante, *Het Buitenland*, subventionnée par l'État et les principaux industriels. Elle forme des jeunes gens capables et sérieux. Elle prépare une catégorie de professionnels, beaucoup trop rares en Belgique : de bons voyageurs de commerce pour l'étranger. Après leur avoir fait étudier la fabrication en Hollande même, ils vont compléter leur instruction commerciale à Londres et à Hambourg chez des correspondants de la société. Celle-ci est tenue au courant de la conduite et du travail de ses protégés. Leur éducation commerciale terminée, ces jeunes gens sont, par l'intermédiaire de la société, envoyés à l'étranger et prennent l'engagement d'honneur de s'efforcer d'y introduire les produits hollandais.

En Belgique, où tant de jeunes gens, toujours plus nombreux, manifestent chaque année le désir de trouver à employer leur activité à l'étranger, nous n'avons guère, dans cet ordre d'idées, que des associations des anciens élèves de nos écoles commerciales, institutions excellentes, mais qui ne peuvent remplir tout le programme poursuivi par le *Buitenland*. Aussi, la Section

centrale souligne-t-elle volontiers un vœu formulé par M. le baron de Groote, ministre plénipotentiaire, dans un rapport au Congrès de Mons (1).

« Nous voudrions, disait-il, voir fonder en Belgique une vaste association composée de capitalistes, de banquiers, d'industriels, de commerçants et même de particuliers qui aurait pour but de provoquer et de faciliter l'expatriation de jeunes gens agréés par l'association après avoir justifié d'une instruction, d'une vocation et d'une santé suffisantes pour se livrer à des occupations de commerce au loin.

» Une cotisation, qui pourrait être d'autant plus modique que les adhérents seraient plus nombreux, servirait à créer un fonds destiné à fournir tous les ans à un nombre de candidats proportionnel aux ressources la somme nécessaire à leur transport vers les marchés choisis et à leur entretien pendant un temps moral suffisant pour leur permettre de trouver un emploi rémunéré. L'État ne refuserait sans doute pas son concours pécuniaire à une entreprise de l'espèce patriotiquement créée et soutenue par toutes les sommités du pays. Inutile d'ajouter que les légations et consulats prêteraient volontiers leur appui aux intéressés pour les aider à se placer. »

X. — LES PUBLICATIONS DU DÉPARTEMENT.

Le rapport pour 1907 a émis diverses observations intéressantes au sujet des publications du Département. C'est à bon droit qu'il a vanté l'intérêt du *Recueil consulaire*. Ce recueil, qui est un guide précieux pour la production nationale, devrait, à notre avis, être répandu beaucoup plus généreusement qu'il ne l'est, dans les groupes industriels et ouvriers, dans les écoles commerciales, industrielles et même moyennes.

Toutefois, ce *Recueil* continue à pêcher par de fâcheux retards dans la publication de certains rapports.

C'est ainsi que le rapport du Consul général de Belgique à Berlin, daté du 24 août 1906 et rendant compte de l'exercice 1905, a seulement paru en janvier 1907!

Nous pensons aussi que le *Recueil consulaire* gagnerait à être édité avec plus de goût, en tenant compte des progrès réels qu'ont fait en Belgique le livre et la brochure, progrès dont l'effet se traduit même en quelques publications officielles, telles que la *Revue du Travail*.

On sait que le *Recueil consulaire* est doublé par le *Bulletin commercial*. Ce Bulletin publie les renseignements présentant un caractère spécial d'urgence.

A propos de ces renseignements urgents, un journal spécial et autorisé, *l'Écho de l'Industrie* (du 3 février 1907), signale une décision récemment prise en Angleterre :

« Un arrangement est intervenu entre le *Board of trade* et le *Foreign*

(1) BARON DE GROOTE, *Création de comptoirs commerciaux en pays étrangers. — Projet d'une association pour encourager l'établissement à l'étranger de jeunes gens se destinant au commerce*. Mons, 1905, p. 8.

Office pour hâter la publication des renseignements consulaires. A cet effet, le Gouvernement a donné des ordres à ses consuls et agents consulaires à l'étranger pour qu'ils communiquent immédiatement, *au besoin par télégramme*, les faits commerciaux qu'ils recueillent et qui sont de nature à intéresser le commerce britannique.

» Ces renseignements seront, *dès réception*, communiqués aux intéressés et publiés sous la responsabilité du *Board of Trade*.

» On voit, ajoute *l'Echo de l'Industrie*, combien, dans tous les pays, on se préoccupe à juste titre de la prompte communication des renseignements consulaires. La réussite d'une affaire dépend bien souvent, en effet, de la rapidité avec laquelle les intéressés d'un pays sont avertis et de l'avance qu'ils obtiennent ainsi par rapport à leurs concurrents étrangers. »

Il convient de rappeler à ce propos que nos conseils ne se bornent pas à des rapports officiels avec le Gouvernement, et que la correspondance directe avec les particuliers leur permet aussi de rendre de grands services à notre commerce.

Question.

« Ne pourrait-on assurer au *Recueil consulaire* une périodicité régulière et lui donner un aspect typographique plus clair et plus moderne? »

Réponse.

« Le *Recueil consulaire* se publie par fascicules; la plupart de ceux-ci ne contiennent qu'un seul rapport ou bien plusieurs rapports concernant un même pays.

» L'importance des fascicules est très variable; ils se vendent séparément et leur prix est en raison du nombre de pages qu'ils renferment.

» Il est à remarquer que l'époque de l'année la plus favorable pour l'envoi des rapports des agents du service extérieur dépend de circonstances locales dont il importe de tenir compte.

» Le Département des Affaires Étrangères s'efforce de faire paraître ces travaux dans le plus court délai possible et, en cherchant à donner une périodicité régulière à leur publication, il serait à craindre que l'on retardât celle-ci.

» Quant à l'aspect typographique du *Recueil consulaire* et à la qualité du papier, ils ont été réglés par un contrat qui expire à la fin de 1914.

» Le prix actuel du *Recueil* est très minime; l'abonnement revient à 1 fr. 23 par volume de 500 pages et un grand nombre de fascicules ne coûtent que 30 centimes.

» Il paraît difficile d'améliorer les conditions matérielles dans lesquelles cette publication est imprimée sans augmenter son prix et, par suite, sans s'exposer à en réduire la vente.

» C'est d'accord avec les hommes d'affaires, lecteurs habituels du *Recueil consulaire*, que les transformations successives de cette publication ont été effectuées.

» Le Département des Affaires Étrangères est tout disposé à tenir compte, le moment venu, des desiderata qui seraient formulés dans le but d'améliorer le *Recueil*, pourvu qu'ils concordent avec les vues des principaux intéressés. »

* * *

La Section centrale a aussi attiré l'attention du Gouvernement sur l'opportunité d'une division de l'article 11, qui confond sous une même rubrique les frais de correspondance de l'Administration centrale avec les agences, ainsi que des agences entre elles; les secours provisoires à des Belges indigents; l'achat et l'entretien de pavillons, écussons, timbres, cachets; l'achat, la copie et la traduction de documents; les frais extraordinaires et accidentels.

Question.

« Ne conviendrait-il pas de diviser l'article 11 du Budget? »

Réponse.

« La question est à l'étude. Elle n'est pas exempte de certaines difficultés. On espère toutefois pouvoir formuler des propositions lors du projet de Budget pour l'exercice 1909. »

* * *

La Section centrale a adopté le projet de Budget par six voix contre une. Elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
H. CARTON DE WIART.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



(26)

(1)

(N^o 70)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1907.

Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1908 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON DE WIART.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, dienstjaar 1908, beloopt fr. 3,975,863 »

De kredieten, toegestaan voor 1907, bedroegen 3,907,043 »

zoodat de verhooging voor 1908 beloopt fr. 68,820 »

Deze verhooging geldt : voor het personeel der bureelen (14,520 frank); voor het materieel (5,000 frank); voor de reglementaire verhoogingen aan sommige consuls-generaal en vice-consuls en de verbetering van den toestand der titularissen van consulsposen in landen met ongematigd klimaat (50,000 fr.); voor de jaarwedde van den klerk onzer Kanselarij te Parijs (1,000 frank); voor de jaarwedden of vergoedingen van zes beambten bij den dienst der drogman (3,300 frank).

Het krediet, uitgetrokken bij artikel 6 : « *jaarwedden van de diplomatische ambtenaren, plaatselijke vergoedingen voor kosten van vertegenwoordiging en huisvesting en vergoedingen aan enkele niet bezoldigde agenten* », is verhoogd met 5,000 frank ten gevolge van de bevordering van onzen agent

⁽¹⁾ Begrooting, n^o 4, V.

⁽²⁾ De Middenafdeeling bestond uit de heeren SCHOLLAERT, voorzitter, DE BROQUEVILLE, PIERREZ, H. DELVAUX, WOESTE, FERON, CARTON DE WIART.

te Tanger tot den graad van Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister; anderdeels, is het verminderd met 10,000 frank ten gevolge van de afschaffing der vergoeding voor huisvesting van den Minister te Parijs, die kosteloos een hotel betreft dat het eigendom is van den Staat.

Eindelijk, het vroegere artikel 12 : « Kanselarijkosten » werd gesplitst. Artikel 12 der Begrooting voor 1908 bevat nog slechts de noodige som tot betaling van de vergoedingen, toegestaan aan eenige legatiën voor kanselarij-kosten, hetzij 26,000 frank. Het overige, 30,000 frank, is overgebracht naar het nieuw artikel 13, luidende : « *Uitzonderlijke en tijdelijke tegemoetkomingen aan agenten van den buitenlandschen dienst, als vergoeding van uitzonderlijke lasten, in het belang van 's lands handel.* »

* * *

De Begrooting werd in de 1^o afdeeling goedgekeurd met acht stemmen en negen onthoudingen; in de 2^o afdeeling, met dertien stemmen en drie onthoudingen; in de 3^o afdeeling, met zes stemmen tegen vijf; in de 4^o afdeeling, met algemeene stemmen min eene onthouding; in de 5^o afdeeling, met acht stemmen tegen vijf; in de 6^o afdeeling, met elf stemmen tegen drie en twee onthoudingen.

De regeling van onze consulaire diensten werd opgeworpen in de 1^o, de 2^o, de 3^o en de 6^o afdeeling.

De 1^o afdeeling verwierp, met negen stemmen tegen acht, artikel 6 betreffende de jaarwedden der diplomatische agenten, uit hoofde van het handhaven van ons gezantschap bij het Vaticaan.

In de 2^o afdeeling kwam een lid op tegen de vermeerdering van het personeel van het Ministerie.

In de 3^o afdeeling deed een lid opmerken dat de tekst van artikel 13 te veelzijdig is en dat het daarbij uitgetrokken krediet dient te worden gesplitst, opdat de Kamers het gebruik daarvan duidelijker zouden kennen.

In de 6^o afdeeling drong een lid aan, opdat de Berner Conventie eerlang worde onderworpen aan de goedkeuring der Kamers en opdat de Regeering desnoods het initiatief zou nemen van andere internationale overeenkomsten tot bescherming van den arbeid. Een ander lid vroeg dat onze landgenooten, die in het buitenland verblijven, met eene steeds grootere bezorgdheid zouden worden beschermd.

Bij het onderzoek in de Middenafdeeling werden de verschillende opmerkingen nagegaan; tevens werden er gedachten gewisseld over andere vraagstukken die in dit verslag worden behandeld.

I. — HOOFDBESTUUR.

De Middenafdeeling deelde aan de Regeering eene vraag mede, die in de afdeelingen werd gesteld, betreffende het lagere personeel van het Ministerie. Uit het daarop gegeven antwoord blijkt, hoeveel bedienden behooren tot dit personeel dat geëvenredigd is naar de diensten waarmee het is belast.

Vraag.

« Is het lagere personeel van het Ministerie niet te talrijk ? »

Antwoord.

« Het getal lagere beambten van het Ministerie is streng beperkt tot de behoeften van den dienst.

» In 1884 bevatte het 37 beambten; thans zijn er 39 en een boventallige bode.

» De uitbreiding van de buitenlandsche diensten had voor noodzakelijk gevolg eene vermeerdering van het getal ambtenaren en bedienden bij het Hoofdbestuur; sedert 1884 steeg hun getal van 66 tot 86, hetzij 30 t. h. meer, terwijl het lagere personeel met slechts drie eenheden vermeerderde, hetzij eene toeneming van slechts 8 t. h.

» Deze laatste toeneming moet worden beschouwd als zeer gematigd, zoo men de vergrooting der lokalen van het Ministerie en de uitbreiding van het Handelsmuseum ook in aanmerking neemt. »

II. — HET BELGISCH GEZANTSCHAP BIJ HET VATICHAAN.

Het bestaan van een Belgisch gezantschap bij het Vaticaan, waartegen bezwaren zijn aangevoerd door eene der afdeelingen, werd reeds zoo dikwijls in de Kamer behandeld, dat het ons nutteloos schijnt er langer bij stil te blijven. Laten wij in herinnering brengen dat, kort na de verkiezingen in Juni 1884, eene van de eerste daden der Regeering hierin bestond, dat het een ontwerp van wet indiende tot heraanknooping van onze diplomatische betrekkingen met den Heiligen Stoel, in 1880 afgebroken door den heer Frère-Orban. Dit ontwerp werd met zeer groote meerderheid aangenomen door Kamer en Senaat, en sedert hebben de kiezers onophoudend hun vertrouwen en hunne goedkeuring betoond aan de Regeering die betrekkingen heraanknoopte, welke zoozeer overeenkomen met onze geschiedkundige overleveringen en met de handhaving van den godsdienstvrede. Anderdeels, kunnen deze betrekkingen niet worden beschouwd als eene onvriendelijke handelswijze ten opzichte van het koninkrijk Italië, met hetwelk wij vriendschapsbetrekkingen onderhouden. Trouwens, het openbaar recht in Italië zelf huldigt uitdrukkelijk ten voordeele van den Heiligen Vader het voorrecht « om diplomatische agenten te zenden en te ontvangen, hebbende al de voorrechten die volgens het internationaal recht toekomen aan de diplomatische agenten ». Zoo hebben, sedert de gebeurtenissen in 1870, talrijke landen, namelijk de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk-Hongarije, Beieren, Brazilië, Chili, Columbia, Spanje, Peru, Portugal, Pruisen, Rusland, officieele betrekkingen gehandhaafd of aangeknoopt met den Heiligen Stoel.

III. — DE HOLLANDSCH-BELGISCHE COMMISSIE.

Een lid der Middenafdeeling drukte den wensch uit, dat de Regeering aandachtig de werkzaamheden zou volgen van de Hollandsch-Belgische Commissie, onlangs ingesteld om de economische vraagstukken, die de beide landen betreffen, in studie te nemen. De Middenafdeeling achtte het overbodig, deze opmerking uit te drukken in eene bijzondere tot de Regeering te richten vraag. Zonder eenigen twijfel zal de Regeering aan de werkzaamheden dier Commissie al de aandacht leenen, verschuldigd aan het oogenblikkelijk belang der vraagstukken die er zullen behandeld worden, en aan het gezag der personen, gelast de studie daarvan tot rijpheid te brengen. Andererzijds, past het in herinnering te brengen dat die Commissie geen officieel mandaat heeft. Zij hoeft niet te onderhandelen, noch zelfs onderhandelingen voor te bereiden. Zij beantwoordt aan het gevoelen, uitgedrukt door den heer Beernaert in zijne openingsrede ter vergadering van de Commissie, op 4 November 1907 :

« Wij maken twee natiën uit, wij hebben elk ons vaderland, dat ons evenzeer aan het harte ligt, en de ervaring heeft geleerd dat wie beider lot wil versmelten het onmogelijke beoogt. Doch die natiën zijn zustersnatiën; zij hebben karaktertrekken, overleveringen en verzuchtingen aan beide gemeen. Ook hebben zij overeenstemmende en elkaar aanvullende middelen en behoeften. Hunne goede verstandhouding spruit voort uit hun belangen, evenals uit hun gevoelens. Ten slotte, het blijven bestaan van de eene hangt van het voortbestaan der andere af. Onafhankelijk België is niet denkbaar zonder het nabuurschap van onafhankelijk Nederland; en omgekeerd is het niet minder waar.

» En voor U, evenals voor ons, is deze onafhankelijkheid het dierbaarste pand. Sedert eeuwen betrachten wij, aan uwe en aan onze zijde, die onafhankelijkheid, te midden van verschillende wisselvalligheden; gij verwierft ze vóór ons; maar thans heeft ook België het doel bereikt.

» Men beschouwe slechts wat in onze landen door Vrijheid werd gesticht, waar zij binnenslands door noestigen arbeid en buitenslands door Vrede werd gesteund.

» Ons beider Europeesche bevolking samen overtreft 13 millioen; gij bezit prachtige koloniën en wellicht valt er ons ook een ten deel; — betrekkelijk gesproken, zijn uw handel en onze nijverheid zonder weerga; hetzelfde geldt voor ons handelscijfer en volksrijkdom; — kunst, wetenschap, onderwijs, bekleeden in beide landen steeds den verheven rang, waarop zij door onze voorouders werden gebracht; — bij onze landsinstellingen heerscht de meest moderne geest en bij het maken van wetten, wordt het belang van den mindere liefst op den voorgrond gesteld.

» En die onafhankelijkheid, ons onder alle opzichten zoo kostbaar, dient tevens den Wereldvrede. Wij bezetten in Europa, een uithoek, waar de voornaamste stroomen uitvloeien en in elkaar loopen, waar machtige stammen elkander raken; van den eenen of anderen onzer naburen kunnen wij niet

afhankelijk gemaakt worden zonder bedenkelijke verplaatsing van krachten. Onze bevolkingssterkte, onze rijkdom en onze bedrijvigheid op nijverheidsgebied, de uitgebreidheid onzer zee-kusten en dezer ligging, maken alle uitweiding overbodig. Terecht mogen wij zeggen, dat ons bestaan als onafhankelijke volkeren een wereldbelang dient.

» Doch waarom gesproken over een gevaar, dat niet bestaat, en dat telken dage, dank zij den vooruitgang der beschaving, minder dreigt?

» Verbetering dus van een toestand, die reeds zooveel benijdenswaardigs in zich heeft, dat is het, wat ons samenbrengt, wat ons onledig houden zal. »

De Commissie bleef getrouw aan dat gevoel, toen zij artikel 2 van haar reglement opstelde als volgt :

« De Commissie heeft ten doel, zonder zich te mengen in de binnen- of buitenlandsche politiek van één der landen :

» a) Te onderzoeken ten aanzien van welke economische belangen met goed gevolg overeenstemmende hervormingen van wetgeven en of administratieven aard aan de publieke opinie en aan de regeeringen der beide landen kunnen worden voorgesteld ;

» b) De economische vraagstukken in studie te nemen waarover, naar zij meent, de beide landen zich zullen kunnen verstaan ;

» c) In het algemeen, de banden tusschen de burgers van beide landen door het onderhouden van vriendschappelijke betrekkingen nauwer aan te halen. »

Moet men daarbij voegen dat, zonder de uitkomst van de werkzaamheden der Commissie af te wachten, het wenschelijk schijnt dat, van hare zijde, de Belgische Regeering het onderzoek zou voortzetten van sommige hervormingen van practischen aard, die onze handelsbetrekkingen met onze uitnemende Noorderburen kunnen vergemakkelijken?

Dat geldt, onzes inziens, voor de verlaging van het tegenwoordig posttarief waarvan de prijzen niet zijn gebillijkt door de uitgestrektheid van het grondgebied der beide landen. Het brengen van eenheid in de spoorwegtarieven ware nog meer te wenschen. En zou, daar de verkeerswegen in nauw verband tot elkander zijn, de verstandhouding die reeds tusschen beide landen op bestuursgrondslagen ontstond voor de bevaarbare rivieren en de vaarten, niet kunnen tot stand komen voor de regeling der havens? Anderdeels zou, wegens het toenemend getal der zaken, ook het brengen van eenheid in het obligatierecht, zooals dit in Zwitserland geschiedde, even nuttig zijn.

Voegen wij aan deze opsomming drie andere hervormingen toe, die het wellicht nog gemakkelijker zijn zou in te voeren.

Vooreerst de hervorming van het *exequatur* van rechterlijke uitspraken.

In onze betrekkingen met Nederland leven wij thans onder een stelsel van onbepaald nationalisme. De Belgische rechtbanken waaraan een verzoekschrift tot *exequatur* van een in Nederland gewezen vonnis is onderworpen, moeten den grond der zaak onderzoeken en bijgevolg het reeds uitgesproken vonnis als niet bestaande aanzien.

Voor onze betrekkingen met Frankrijk, zijn de na te komen regelen volstrekt vereenvoudigd door de overeenkomst van 8 Juli 1899, met die mogelijkheid gesloten en door onze wet van 31 Maart 1900 goedgekeurd; het *exequatur* der vonnissen, gewezen in een der overeenkomende landen, is in het land, waar de tenuitvoerlegging wordt verzocht, nog slechts onderworpen aan een eenvoudig onderzoek aangaande vraagstukken die de openbare orde aanbelangen. De grond van het rechtsgeding wordt niet meer behandeld, zoodat niet alleen een der contractanten de in het naburig land gewezen beslissingen eerbiedigt, maar ook de tenuitvoerlegging dezer beslissingen niet meer wordt vertraagd ten gevolge van de moeilijkheden waartoe een nieuw onderzoek van den grond der zaak aanleiding geeft. In beide landen wordt het verlot van tenuitvoerlegging der scheidsrechterlijke uitspraken op dezelfde wijze verleend.

Wat de bevoegdheid betreft, heeft de Belg het recht den Nederlandschen verweerder te dagvaarden voor eene Belgische rechtbank; dat is een algemeene regel die, wat ons betreft, niet werd gewijzigd dan in onze betrekkingen met Frankrijk.

Voormelde overeenkomst van 8 Juli 1899 heeft inderdaad het bestaande stelsel gansch gewijzigd in het opzicht onzer betrekkingen met onze Zuidereburen: zij bepaalt, op algemeene wijze, dat in burgerlijke en handelszaken de Belgen in Frankrijk en de Franschen in België zouden beheerd worden door dezelfde regelen van bevoegdheid als de landgenooten.

Het tractaat heeft de regelen betreffende de quaestien van aanhangigheid en samenhang bepaald: dezelfde eenheid werd ingevoerd. Zoo werd ook eenheid gebracht in het faillissement; in de beide landen kunnen voorbehoudende en voorloopige maatregelen worden gevorderd, welke rechter ook bevoegd zij om van den grond der zaak kennis te nemen.

De authentieke akten, uitvoerbaar in een der beide landen, kunnen in het andere uitvoerbaar worden verklaard; de magistraat gaat enkel na of de akten voldoen aan de gestelde vereischten tot rechtsgeldigheid in het land waar zij werden verleend, en of de bepalingen, waarvan de tenuitvoerlegging wordt vervolgd, overeenstemmen met het openbaar recht van het land waar het *exequatur* wordt gevraagd. Eindelijk, gelden dezelfde regelen om op de goederen, in een van beide landen gelegen, de in het andere verleende hypotheeken uitvoerbaar te maken.

« Dezelfde overeenkomst — zegt terecht de Bond ter verdediging van de Belgische belangen in het buitenland ⁽¹⁾ — zou zonder bezwaren kunnen tot stand worden gebracht tusschen België en Nederland. Het nut is hetzelfde; de oplossingen zullen vergemakkelijkt worden door de met Frankrijk gedane proefneming en, daar de praktijk ons de gebreken, de leemten en de duisterheden der Belgisch-Fransche overeenkomst van 1899 aantoonde, zullen wij ongetwijfeld, zonder moeite en spoedig, eene volmaakte overeenkomst met Nederland kunnen sluiten. »

(1) Bond der Belgische belangen in het buitenland. — *Rapport sur la question d'entente hollando-belge*. Brussel, Imprimerie des Travaux Publics, 1906.

In de tweede plaats denken wij opnieuw te moeten wijzen op het nut van nieuwe en meer praktische regelen betreffende het vervoer van de landbouwvoortbrengselen voor de landbouwers wier bedrijf zich buiten de grenslijn uitstrekt. Dat vervoer, vooral aan de Zeeuwsche grens, gaf reeds aanleiding tot klachten die tot de vroegere Middenafdeelingen doordrongen.

In de derde plaats wijst de Middenafdeeling op de quaestie van de behandeling der handelsreizigers in de beide landen.

In beginsel en op algemeene wijze is de respectieve toestand van de vreemde en inlandsche reizigers in België en in het buitenland gegrond op het beginsel van wederkeerigheid. Nochtans is het aan niemand onbekend dat feitelijk onze landgenooten, in verschillende vreemde landen, formaliteiten moeten vervullen of kosten betalen, die te onzent aan de vreemde reizigers niet zijn opgelegd. In België zijn deze wettelijk verplicht, enkel een patentrecht te betalen, waarvan bijzondere overeenkomsten zelfs de Fransche, Duitsche en Oostenrijksch-Hongaarsche handelsreizigers ontslaan.

Het is op dezen toestand dat de Belgische Handelskamer te Amsterdam reeds in 1902 steunde om de volgende opmerkingen in 't midden te brengen, — opmerkingen die thans nog evenzeer gegrond zijn :

« De Belgische Handelskamer te Amsterdam, steunende op de overeenkomsten tusschen de Belgische en de Fransche Regeering, waarbij het patentrecht voor de handelsreizigers tusschen beide landen wordt afgeschaft, heeft stappen gedaan om dergelijke verstandhouding tusschen de Belgische en de Nederlandsche Regeering te bekomen. Deze pogingen slaagden tot nog toe niet. Wij meenen nochtans dat de Belgische Regeering niets zou moeten veronachtzamen om die verstandhouding in 't leven te roepen; de Belgische reizigers zouden er inderdaad enkel voordeel bij hebben. Trouwens, om in België te werken, moet de vreemde handelsreiziger slechts een patent van 20 frank betalen; in Nederland bedraagt het integendeel 15 gulden of 34 frank. In België is het hem zelfs mogelijk zijne omreis te doen zonder dat patent te betalen, want, naar ons weten, werd hij nooit daarvoor lastig gevallen op zijne reis; de handelsreiziger in Nederland zal, integendeel, op het oogenblik dat hij zijne stalen aangeeft aan de Hollandsche grens, zijn kwijtschrift van het patentrecht moeten vertoonen of onmiddellijk een patent moeten nemen en vaak zal hij door daartoe bijzonder aangestelde deurwaarders worden aangemaand het te vertoonen. Ware hij niet in staat dat te doen, dan zou men zijne stalen verbeurd verklaren, tegen hem proces-verbaal opmaken en hem eene boete van 50 gulden voor de eerste maal doen betalen. Wij denken er niet aan, deze maatregelen te laken : 't is de wet. Maar wat zijn ze kwellend voor de Belgische reizigers, vermits zij in België weinig of niet wordt toegepast! En daar het zoo is, schijnt het ons toe dat de Belgische Regeering het niet kan laten bij de overeenkomst met de Fransche Regeering alleen; wij hopen dat zij eerlang een gunstig gevolg geven zal aan ons verzoek. Het geldt hier de belangen van den Belgischen handelsreiziger. »

De heer Minister van Buitenlandsche Zaken, hieromtrent ondervraagd

door de Middenafdeeling, was zoo welwillend ons het volgende antwoord te geven :

« Naar aanleiding van de wenschen uitgedrukt door de Belgische Handelskamer te Amsterdam en de Middenafdeeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, had mijn achtbare voorganger, in 1903, 's Konings gezantschap te 's Gravenhage gelast, aan de Nederlandsche Regeering te vragen of zij bereid zou zijn om de Belgische handelsreizigers te ontslaan, mits wederkeerigheid, van de betaling der belasting die hun in Nederland wordt opgelegd.

» Door de Nederlandsche Regeering werd aan het gezantschap geantwoord dat dergelijke vrijstelling eene wijziging in de wet op de bedrijfsbelasting zou veroorzaken en dat, naar hare meening, het niet gepast was deze wet thans te herzien.

» De Nederlandsche Regeering verklaarde zich niettemin gunstig aan ons voorstel, wat het beginsel daarvan aangaat, en voegde er bij dat zij niet nalaten zou het verlangen van de Belgische Regeering in aanmerking te nemen, wanneer het later gepast zijn zou, de wet op de bedrijfsbelasting te wijzigen.

» Sinds is de toestand dezelfde gebleven; in elk geval, mijn Departement houdt de aandacht daarop gevestigd. »

IV. — DE BETEKENING DER EXPLOTEN IN HET BUITENLAND.

Eens te meer werd in de Middenafdeeling de wensch uitgedrukt, dat het beteekenen der exploten in het buitenland zou worden vereenvoudigd door de afschaffing der beteekening « langs diplomatischen weg ». Men weet dat de Internationale Overeenkomst van 's Gravenhage, dd. 14 November 1896, in beginsel de wijze van de internationale beteekening der gerechtelijke akten in burgerlijke en handelszaken niet heeft gewijzigd.

« De overmaking zal geschieden langs diplomatischen weg », zoo luidt de regel van artikel 1, § 2, tegenover de Staten die voormelde Overeenkomst onderteekenden, « tenzij de rechtstreeksche mededeeling aangenomen is tusschen de overheden van beide Staten ». Daarenboven zijn, krachtens de Overeenkomst, de belanghebbende Staten bevoegd om afzonderlijke overeenkomsten te sluiten met allen of met enkelen dezer ten einde de wijze van overmaking der exploten te regelen.

Het besluit-wet van 1 April 1814 blijft van kracht, wat aangaat onze betrekkingen met de landen die de overeenkomst van 's Gravenhage niet onderteekenden en met die der Staten welke ze onderteekenden en waarvan de wetgeving de overmaking door het toedoen van den postdienst aanneemt; dat is het geval met Rumenië en het Groothertogdom Luxemburg.

De Belgische Regeering heeft met de andere Staten onderhandelingen aangeknoopt, met het doel, hun de overmaking door het toedoen van den postdienst of ten minste de rechtstreeksche betrekkingen van parket tot parket te doen aannemen.

Verklaringen werden gewisseld met Frankrijk en Zwitserland. Naar luid van deze verklaringen, wordt van den diplomatischen weg afgezien, tenzij in buitengewone gevallen : voor Frankrijk is de postdienst belast met de overmaking der exploten en voor Zwitserland werd de rechtstreeksche overmaking aangenomen.

Hoe staat het met de onderhandelingen met andere landen ? Hieromtrent heeft de Middenafdeeling inlichtingen ingewonnen.

Vraag.

« Heeft het Departement onderhandeld om het beteekenen van exploten in het buitenland te vergemakkelijken ? »

Antwoord.

« De Internationale Overeenkomst van 14 November 1896, die de beteekening van de gerechtelijke akten in het buitenland regelt, zal ophouden van kracht te zijn den 27ⁿ April 1909.

» De Regeering moet eerlang uitspraak doen over het ontwerp van overeenkomst die de vorige moet vervangen en, bij voorkomend geval, aan de Kamers zal onderworpen worden.

» Onder die omstandigheden scheen het ongepast, vooraleer men op dat gebied tot eene oplossing gekomen zij, onderhandelingen voort te zetten die tot heden nog zonder uitslag bleven. »

V. — DE INTERNATIONALE BESCHERMING VAN DEN ARBEID.

Zoo ons Arbeidsambt zich bijzonder moet bezighouden met het vraagstuk van de internationale bescherming van den arbeid wegens den aard daarvan, dan toch moet ook het Departement van Buitenlandsche Zaken zijne aandacht daaraan wijden.

Dit vraagstuk is belangwekkend en staat aan de orde om de drie volgende redenen : 1^o de quaestie der arbeidsbescherming doet zich in alle beschaafde landen voor ; 2^o overal stemmen de kenmerken daarvan steeds meer overeen ; 3^o slechts door eene internationale werking zal zij op echt bevredigende wijze kunnen opgelost worden.

Kortom, het geldt hier enkel, de arbeidsbescherming te doen deel hebben aan eene evolutie die zich op ander gebied heeft voorgedaan.

Op handelsgebied, op rechtsgebied werden, in den loop der jongste jaren, internationale oplossingen gevonden, maar tot nog toe ligt de internationale arbeidsbescherming nog in de luren.

Deze internationale oplossing is nochtans des te noodzakelijker daar de strijd tusschen de natiën een hinderpaal is voor de parlementen die de toestanden van den nationalen arbeid wenschen te verbeteren, doch terecht de vrees koesteren dat de « strijdkracht » van de nijverheid zou afnemen, dat hare kosten zouden verhoogen en hare winsten verminderen.

Wie zal ze uit dat dilemma verlossen? De internationale wetgeving op den arbeid! Het is dus noodig dat de openbare meening en de Regeering zich, nog meer te onzent dan elders, doordringen van de hoofdzakelijke zwaartichtheid van dergelijke wetgeving waaraan onze toekomst is verbonden.

Overigens, men is het over 't algemeen eens over de noodzakelijkheid dezer wetgeving, maar tevens voegt men er bij dat het onmogelijk is ze tot stand te brengen en dat de te dien opzichte uitgedrukte wenschen even zoo hersenschimmig zijn als die ten gunste van de algemeene ontwapening. Niet zelden wordt de mogelijkheid van het internationaliseeren der arbeidsbescherming het krachtdadigst betwist door diegenen welke het graagst de noodzakelijkheid daarvan erkennen.

Onzes inziens, is deze internationale wetgeving mogelijk, dewijl zij noodig is. Jhering, de groote Deutsche rechtsgeleerde, zegde: « De noodzakelijkheid is de bron en de moeder van het recht ». Deze waarheid blijkt uit de geheele geschiedenis van den vooruitgang op internationaal gebied. De noodzakelijkheid heeft de Post-Unie tot stand gebracht. Aan den anderen kant van den aardbodem wordt geen gemeenschap van menschen gesticht, die niet onmiddellijk tracht de algemeene post- en telegraafstarieven aan te nemen. Zien wij niet, voor het vervoer te zee, de koopwaar van 't een naar 't ander eind der wereld reizen en aan gelijke regelen van verantwoordelijkheid onderworpen blijven? De vrachtbrief, die haar begeleidt, wordt beheerd door bepalingen die schier overal dezelfde zijn. De wisselbrief, die daarvan de tegenwaarde uitmaakt, is in omloop door de vaste landen en de oceanen heen onder het beheer van schier algemeene wetten. De brevetten van uitvinding, de fabrieksmerken, de kunst- en letterkundige eigendom zijn het voorwerp van overeenkomsten en tractaten onder al de beschaafde landen.

De strekking tot het invoeren van een privaat internationaal recht is niet minder merkwaardig. En wanneer het 't volkenrecht geldt, zien wij — de jongste Conferentie te 's Gravenhage leverde ons dat heilzaam schouwspel — de te wilde instincten der oorlogvoerende mogendheden door internationale regelen beteugeld.

Geldt het de bescherming van den arbeid, dan kan men aan hen, die door de bezwaren zouden ontmoedigd zijn, evenals aan hen, die het te ideaal karakter dier hervormingen tegenwerpen, antwoorden door te wijzen op de reeds verwezenlijkte stadia. Zooals aan alle gedachten, vielen aan deze wisselvalligheden en teruggang te beurt; maar, door die wisselvalligheden heen, kreeg zij meer nadruk, meer bepaaldheid, en hare geschiedenis toont ze ons aan in steeds meer concreter vormen: door bespreking en bestrijding wordt zij practischer en lichter te verwezenlijken.

In 1857 gaf een nijveraars uit den Elzas, Daniel Legrand, de vlucht aan die gedachte door een memorie die hij aan de Europeesche Kabinetten richtte. In zijn verslag voor 1903, werd door ons betreurd medelid, den heer de Bethune, de belangwekkende Fransch-Italiaansche Overeenkomst over de bescherming van den arbeid, dd. 13 April 1904, de eerste van dien aard, naar behooren gewaardeerd. Thans mogen wij een document begroeten, dat ons rechtstreeks aanbelangt: de Internationale Overeenkomst, te Bern gesloten op 25 September 1903, onder veertien Europeesche landen —

waaronder België — en bedoelende het verbod van het nachtwerk der vrouwen in de nijverheid. Deze Overeenkomst is thans onderworpen aan de goedkeuring van het Belgisch Parlement en zooals de Regeering in hare toelichting wenschen wij dat zij spoedig worde onderzocht.

De voorbereiding dier Overeenkomst werd in ruime mate vergemakkelijkt door het *Internationale Arbeitsamt*. Deze dienst werd tot stand gebracht onder de bescherming van den Internationalen Bond tot wettelijke bescherming der arbeiders; die Bond onstond zelfs ten gevolge van het Congres voor de internationale regeling van den Arbeid, te Brussel gehouden in September 1907.

Het Internationale Arbeitsamt, waarvan het bestuur te Bazel is gevestigd, heeft niet de zending van nazicht, bewaking, uitvoering, die het Zwitsersch voorstel ter Conferentie van Berlijn, in 1890, daaraan vooral wilde opdragen. Het heeft een wetenschappelijk karakter. Zijne bevoegdheden betreffen de wetgeving en de statistiek van den arbeid. Het verzamelt en geeft uit al de wettelijke werken betreffende de bescherming en de toestanden van den arbeid die belang opleveren voor de andere natiën.

Haar statistisch werk heeft vooral ten doel, de gegevens en werken, verzameld door de talrijke nationale ambten, stelselmatig en voortdurend samen te voegen in een internationaal opzicht, voor het onderling onderricht der volkeren.

Ons Departement van Nijverheid en Arbeid betoont dien internationalen dienst zijne belangstelling en leent hem zijne medehulp. Van haren kant, zal onze diplomatie, die innig moet samengaan met onzen voorspoed op sociaal gebied evenals op handelsgebied, de werkzaamheden van dat Amt nuttig kunnen volgen met het oog op de Overeenkomsten tot bescherming van den Arbeid, die zich noodzakelijk moeten vermenigvuldigen.

Tot heden deed onze diplomatische werking in dat opzicht zich overal gelden naar aanleiding van de toepassing onzer ongevallenwet van 24 December 1903, die de vreemdelingen zoo edelmoedig behandelt.

Overeenkomsten met Frankrijk en Luxemburg werden reeds goedgekeurd door het Parlement.

Andererzijds, ten gevolge van onderhandelingen door de Deutsche Regeering aangeknoopt aangaande de gelijkstelling van de Belgische werklieden met die welke tot het Keizerrijk behooren, wat aangaat de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen, heeft de Bondsraad, bij bevel van 22 Februari 1906, ten gunste van onze landgenooten beslist, de beperkende bepalingen in te trekken van § 94, n^o 2, en § 21 der wet op de verzekering tegen arbeidsongevallen in de nijverheid, alsook van § 37, 1^o lid, en van § 9 der wet op de verzekering tegen arbeidsongevallen in bouwondernemingen.

Naar luid van deze bepalingen hebben de vreemde werklieden, slachtoffers van ongevallen in Duitschland, geen recht op betaling der renten, wanneer zij hun gewoon verblijf niet hebben binnen het grondgebied van het Keizerrijk; evenzoo ontvangen de rechthebbenden van een vreemden werkman geene vergoeding, indien zij, op het oogenblik van het ongeval, hun gewoon verblijf in Duitschland niet hebben.

Men ziet het, krachtens die ordonnantie — afgekondigd in het Belgisch *Staatsblad* van 20 April 1906 — is er, in zekere gevallen, eene voor onze landgenooten nadeelige regeling nog van kracht.

De Middenafdeeling heeft aan de Regeering gevraagd hoever de onderhandelingen omtrent dat punt zijn gevorderd.

Vraag.

« Onderhandelde de Regeering met het oog op internationale overeenkomsten in zake van arbeidsongevallen? »

Antwoord.

« Tot heden heeft 's Konings Regeering overeenkomsten in zake van arbeidsongevallen gesloten met Frankrijk en het Groothertogdom Luxemburg.

» Zooals het Departement van Buitenlandsche Zaken de eer had te doen kennen, als antwoord op eene vraag der Middenafdeeling die zijne Begrooting voor 1907 onderzocht, werden onderhandelingen aangeknoopt tusschen 's Konings Regeering en de Deutsche Regeering tot regeling van sommige punten betreffende de vergoeding der arbeidsongevallen, welke punten niet waren opgelost geworden door de Ordonnantie van den Bondsraad van 22 Februari 1906.

» Anderdeels, worden thans onderhandelingen gevoerd met de Nederlandsche Regeering tot het sluiten van eene overeenkomst op dat gebied.

» Voormelde Regeeringen gaven nog geen bepaald antwoord, maar men mag hopen dat de uitslag der handelingen niet zal uitblijven. »

VI. — DE VOORUITGANG VAN DEN UITVOER.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken neemt, in de meeste Europeesche landen, eene uitsluitend of voornamelijk politieke taak op zich. In België is dat niet zoo. De openbare zienswijze en het Parlement verwachten van dit Departement niet alleen de handhaving van onze goede betrekkingen met de vreemde mogendheden, maar ook al de maatregelen geschikt om onzen handel in het buitenland te beschermen.

Er is meer: zij strekken er toe, hem de zending toe te kennen internationale handelsbetrekkingen tot stand te brengen en voor onze nijverheidslieden nieuwe werkkringen te vinden. In andere landen is dat de taak van het Ministerie van Handel; hier voegt zij zich bij de oorspronkelijke taak van ons Departement van Buitenlandsche Zaken, zoodat de behandeling van zijne Begrooting in de afdeelingen, in de Middenafdeeling en ter Kamer zelve, dikwijls veel meer van commerciëlen dan van politieken aard is.

Daarbij dient te worden gezegd dat het Departement dit deel zijner taak niet over het hoofd heeft gezien. Het doorzicht evenals de ijver waarvan het,

vooral in den jongsten tijd, blijk gaf, verklaren de zoo vleierende hulde waardoor onze nijveraars en handelaars hunne dankbaarheid betuigden jegens den achtbaren baron de Favereau, toen hij afzag van een ambt dat hij gedurende verschillende jaren zoo waardig bekleedde.

Hoe zal men den Belgischen uitvoer op grondige, wel doordachte wijze inrichten?

De vergelijkende tabel van onzen bijzonderen handel, wat de voornaamste koopwaren betreft, vermeldt: voor den invoer, eene som van 3,428,595,000 frank, in 1907, tegen 3,208,487,000 frank in 1906; en voor den uitvoer, eene som van 2,672,025,000 frank, in 1907, tegen 2,557,062,000 frank, in 1906, hetzij eene toeneming van 6.9 % voor den invoer en van 4.5 % voor den uitvoer.

Om deze cijfers te verklaren, dient rekening te worden gehouden met eenige wijze bemerkingen, namelijk van den heer Armand Julin, in eene onlangs verschenen studie over de statistiek van den handel in België, en van den heer G. De Leener in zijne werken over onzen economischen toestand :

« Onze invoer in levende dieren en voedingsmiddelen, doet de heer A. Julin opmerken, gaat verre boven den overeenstemmenden uitvoer en zijne toeneming gaat, sedert 1901, ongeveer driemaal sneller vooruit.

» Vermeerderde onze uitvoer in eene zekere mate, dan is dat het gevolg van de steeds toenemende stijging der prijzen meer dan van de toeneming der hoeveelheden uitgevoerde koopwaren. Ons nationaal kenmerk is dan wel het volgende : groote invoerders van voedingsproducten, beschikken wij maar over geringe overeenstemmende ruilmiddelen, en die, welke door de statistiek van den handel worden vastgesteld, moeten nog worden verminderd uit hoofde van het feit, dat een deel van den doorvoer ten onrechte tót den uitvoer wordt gerekend.

» Het grootste gedeelte van onzen handel bestaat uit bruto waren en half bewerkte producten; deze koopwaren maken ongeveer de zeven tienden uit van het ingevoerde en uitgevoerde gewicht; hare waarde bedraagt meer dan de helft van die van den invoer en bereikt 42 % der waarde van den uitvoer. »

Tot nadere bepaling mag men verzekeren dat de voornaamste vooruitgang, in onzen uitvoer verwezenlijkt, is toe te schrijven aan den bevoorrechteten toestand onzer metaalnijverheid in verhouding tot de belangrijkheid der Belgische kapitalen, in het buitenland belegd in trein- en spoorwegondernemingen. En zoo die vooruitgang wezenlijk is, dan toch was hij niet zoo snel als die van den Engelschen en den Duitschen uitvoer. De aard zelf der producten, die vooral onzen uitvoer uitmaken, stelt ons, meer dan eene andere natie, bloot aan de verrassingen van de mededinging en aan de gevolgen der crisie. Eindelijk, eenieder weet dat de Belgische nijverheid slechts door uitvoer bestaat.

Op deze overwegingen moet niet alleen ons technisch onderricht, maar ook onze regeling van den uitvoer steunen.

Daar deze regeling vooral het werk moet zijn van de belanghebbende mannen, met kracht en ondernemingsgeest bezielde, moet men de ontwikke-

ling wenschen van de inrichtingen ten einde den uitvoer in de hand te werken en ons wellicht nieuwe bijzondere inrichtingen te doen vinden, zooals er werden tot stand gebracht in Duitschland of in Oostenrijk-Hongarije. In dit Keizerrijk zijn er twee bonden: het « Österreichisch-Ungarischer Export Verein » en de « Naamlooze Nationale Hongaarsche Handelsvennootschap », die aan 's lands uitvoer talrijke diensten bewijzen.

De statuten van het « Export Verein » bepalen zijn doel als volgt: aan de fabrikanten, handelaars en bouwers van het Keizerrijk hulp en steun verleen en voor al wat de zaken van gemeenschappelijken uitvoer en, over 't algemeen, al de zaken van uitvoer betreft.

Om dat doel te bereiken, houdt de Bond zich bezig met de voorbereiding der nieuwe betrekkingen met de belangrijke firma's in het buitenland, het aanstellen van vertrouwde agenten in het buitenland, het zenden aldaar van jongelingen bedreven in den handel en op de hoogte der vereischten van den invoer. Hij geeft een commercieel adresboek uit, treedt op als bemiddelaar voor het innen van twijfelachtige schuldvorderingen in den vreemde, met zoo weinig kosten als mogelijk is, en geeft een weekblad uit.

Wat den Hongaarschen Bond betreft, deze is van zijnen kant bezorgd om, door middel van zijne bank en zijn handelskantoor, hij te dragen tot den algemeenen handel des rijks, hem in de mate van het mogelijke aan te moedigen door ondersteuning der bankverrichtingen, door rechtstreeksche en onrechtstreeksche aankopen, de hand te bieden aan de firma's die uitvoerhandel drijven of zich bezighouden met allen hoegenaamden handel, nieuwe ondernemingen tot stand te brengen en nieuwe zaken op te zoeken en in bedrijf te nemen.

Bonden van dien aard — tot stand gebracht door het initiatief der nijveraars en ondersteund door de medewerking der openbare machten — konden, schijnt het, onze voortbrengers, die steeds naar nieuwe vertierwegen uitzien, doelmatig prikkelen, hun raad geven en hen helpen. De Handelskamers en de Hooge Raad voor Handel en Nijverheid zijn van eigen aangewezen, de eerste om daarbij op te treden, de tweede om ze te geleiden. Eindelijk, hoe zou men in ernst de diensten kunnen betwisten, die eene Belgische koopvaardijvloot, dezen naam waardig, zou bewijzen aan onze voortbrengers welke thans, voor het grootste gedeelte van hunnen uitvoer, afhangen van de mededingende natiën? Onze consuls wijzen voortdurend op den heilzamen invloed dien de scheepvaartlijnen uitoefenen op de toeneming van de handelsomzettingen in het buitenland.

« Dank zij » zoo schrijft de heer Le Vionnois, onze consul te Manilla, « de overneming, door den *Norddeutscher Lloyd*, van de scheepvaartlijnen die Bangkok verbinden met Hongkong en Singapore en vroeger in de handen van eene Engelsche Maatschappij waren, heeft de Duitsche handel zich flink gevestigd in Siam, zóó dat hij er met goed gevolg optreedt tegen de Engelsche firma's.

» Evenzoo moet de toeneming van den Duitschen handel te Hankow, in de jongste jaren, worden toegeschreven aan de uitbreiding der lijnen van den *Norddeutscher Lloyd* en de *Hamburg-Amerika Linie* op de Yangtze, die niet zeer lang geleden plaats had.

» Japan, een land waarmee wij te strijden zullen hebben op eenige markten in het Verre Oosten, inzonderheid in China, hecht het grootste belang aan het slagen van zijne scheepvaartlijnen op de Yangtze. Het legt er zich ook op toe, zijne koopvaardijvloot uit te breiden in andere richtingen. »

Onze openbare machten moeten haar tusschenbeide komen niet overdrijven; zij zijn niettemin verplicht gansch hare bezorgdheid te wijden aan dit gewichtig vraagstuk. Enkele stappen werden reeds gedaan. Nieuwe ontwerpen worden in 't midden gebracht, namelijk dit van eene reizende tentoonstelling. Men dient ze met aandacht te bestudeeren ⁽¹⁾.

VII. — ONZE BUITENLANDSCHE DIENSTEN.

De Middenafdeeling, wenshende volledige en juiste gegevens tot waardeering aan de Kamer mede te deelen over de regeling van onze buitenlandsche diensten, heeft tot de Regeering de navolgende vraag gericht :

Vraag.

« Welke is, met het oog op personeel en uitgave, de algemeene toestand onzer buitenlandsche diensten, zoo voor het diplomatisch als voor het consulaire korps, de dienst der tolken en drogmans er inbegrepen ? »

Antwoord.

« De navolgende tabel verstrekt de gevraagde inlichtingen :

⁽¹⁾ F. VAN DER HEYDE, *De l'organisation des expositions flottantes*. Bergen, 1905. — A. DE GERLACHE, DE GOMERY en EUG. GILLON, *La question de l'exposition flottante*. Brussel, Bulens, 1907.

Personeel.

	GETAL AMBTENAREN		VERMEERDERING.
	in 1884.	in 1908.	
<i>Gezantschappen (1).</i>			
Gezantschapshoofden	20	26	6
Raden	10	11	1
Secretarissen	15	20	5
TOTALEN	45	57	12
<i>Consulaten.</i>			
Bezoldigde agenten.	25	66	41
Niet bezoldigde agenten	422	570	148
TOTALEN	447	636	189
<i>Drogmans, geleerden, tolken.</i>			
Agenten Staatsambtenaars.	4	12	8
Andere agenten.	6	8	2
TOTALEN	10	20	10
<i>Overzicht.</i>			
Gezantschappen.	45	57	12
Consulaten	447	636	189
Drogmans, geleerden, tolken	10	20	10
TOTALEN	502	715	211

⁽¹⁾ Sinds 1884, werden de Consulaten te Teheran, Luxemburg, Athenen en Tanger verheven tot Gezantschappen; een Gezantschap werd te Kopenhagen gevestigd en de jaarwedde van den Agent en Consul-generaal te Cairo werd bij artikel 6 der Begroeting gevoegd.

Uitgaven.

	BEDRAG		VERMEERDERING.
	in 1884.	in 1908.	
<i>Gezantschappen</i> ⁽¹⁾ .			
Gezantschapshoofden fr.	738,000	1,118,000	380,000
Raden en Secretarissen	172,500	217,000	44,500
Mogelijke verhoogingen en vergoedingen aan niet bezoldigde ambtenaren		14,000	14,000
TOTALEN. fr.	910,500	1,349,000	⁽¹⁾ 458,500
<i>Consulaten.</i>			
Jaarwedden, vergoedingen, onderzoeksreizen fr.	504,500	1,096,900	592,400
Vergoedingen voor lasten in 't belang van den handel	"	50,000	50,000
TOTALEN. fr.	504,500	1,126,900	622,400
<i>Drogmans, geleerden, tolken.</i>			
Jaarwedden, kosten voor geleerden en tolken, enz. fr.	⁽²⁾ 70,460	⁽²⁾ 139,500	69,040
TOTALEN. fr.	70,460	139,500	69,040
<i>Overzicht.</i>			
Gezantschappen ⁽¹⁾ fr.	910,500	1,349,000	458,500
Consulaten	504,500	1,126,900	622,400
Drogmans, geleerden, tolken	70,460	139,500	69,040
TOTALEN. fr.	1,485,460	2,615,400	1,129,940

⁽¹⁾ Er dient te worden opgemerkt dat in 1905 eene som van 90,000 frank werd overgedragen van het krediet voor reiskosten naar dat van artikel 6. Deze som vertegenwoordigde de vergoedingen wegens huisvesting, vroeger aan de gezantschapshoofden verleend en thans in dezer jaarwedde begrepen.

Van een anderen kant werden sommen, die in 't geheel 96,000 frank bedroegen, achtereenvolgens overgedragen van artikel 7 (Consulaten) naar artikel 6 der Begroeting, ten gevolge van het verheffen van verschillende consulaten tot gezantschappen.

De wezenlijke verhoging van artikel 6, van 1884 tot 1908, bedraagt dus enkel 232,500 frank.

⁽²⁾ In deze som zijn begrepen de jaarwedden en vergoedingen aan andere agenten dan de drogman, geleerden en tolken (Khavass, kantoor knecht, huisbewaarder, capou oglan, krijgswacht te Teheran).

Moet er vooral worden gerekend op den bijzonderen ondernemingsgeest om nieuwe verticrwegen te bezorgen aan een land dat verplicht is 75 t. h. van zijne voortbrenging uit te voeren, moet men te dien aanzien verlangen dat groepen voor wereldhandel, kantoren voor handelsinlichtingen, Belgische firma's of vennootschappen voor scheepvaart, uit- of invoer, handelsmuseum, vakbladen worden tot stand gebracht of uitgebreid, dan toch zal niemand de hoofdzakelijke rol ontkennen, welke onze buitenlandsche dienst in dat opzicht heeft te vervullen.

Verleden jaar gaf de diplomatische en consulaire inrichting van België aanleiding tot eene belangrijke beraadslaging in den Senaat.

Eens te meer werd de vraag er opgeworpen of de evolutie der gedachten, het overwicht van de economische belangen en sommige voorbeelden, ons door het buitenland gegeven, het vereenigen, in zekere mate, van den consulairen dienst met den diplomatischen dienst, ja zelfs een soort van opsorping van dezen door genen niet zouden billijken.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken gaf toe dat een soort van versmelting gewettigd kon zijn in sommige bijzondere gevallen, vermits onze vertegenwoordigers in Turkije, in het Groothertogdom Luxemburg, in Brazilië, in Mexico, in Marocco, in Egypte, in Perzië, in China, in Japan zijn aangesteld als consuls-generaal.

Daarentegen voeren sommige consulaire ambtenaren een diplomatischen titel (Minister-resident of Zaakgelastigde). Dat is het geval met onze consuls-generaal in Argentinië, op Cuba, in Chili, in Guatemala, in Peru, in Venezuela, in Siam, in Bulgarije.

Niemand betwist dat deze beide diensten dienen samen te werken en zich als 't ware te doordringen, dat deze diplomaten hunne bedrijvigheid, hunne begaafdheden, hunne betrekkingen moeten aanwenden ten bate van den vooruitgang van onze nijverheid en onzen handel, dat het opleiden van onze diplomaten het bestudeeren van de economische vraagstukken steeds meer noodig maakt. En uit de gewichtige diensten, door onze diplomatie op dit gebied reeds bewezen aan het land, blijkt dat zij dit hoofdzakelijk gedeelte harer taak met steeds meer zorg waarnemen.

Het ware echter eene ongerijmdheid, uit een zoo verheugende strekking af te leiden dat onze diplomaten zonder bezwaar overal kunnen vervangen worden door consuls. « Het aanstellen van diplomatische ambtenaren, zegde met reden de achtbare heer Davignon, Minister van Buitenlandsche Zaken, tijdens de beraadslaging in den Senaat, is eene noodzakelijkheid. In sommige gevallen hebben alleen zij het vereischte aanzien en het vereischte gezag om lastige en kiesche vraagstukken op te lossen. » Schijnt het niet toe dat, overal waar de andere landen gevolmachtigde gezanten aanstellen, onze consuls tegenover deze in een ondergeschikten toestand zouden verkeerren, en wel ten nadeele van onze belangen?

Dit punt aldus algedaan zijnde, moet men evenwel niet bekennen dat onze consulaire vertegenwoordiging ontoereikend is?

Voorzeker werden, in de jongste jaren, de loffelijkste pogingen gedaan op dat gebied. In 1891 bedroegen de uitgaven voor den consulairen dienst

566,000 frank. Thans vraagt het Departement ons 1,126,900 frank voor de consulaten.

« De geldmiddelen, ter beschikking van onze ambtenaren gesteld, schreef de heer L. Capelle in een merkwaardig verslag op het Congres te Bergen ⁽¹⁾, worden bepaald naar regelen die voor elk land verschillend zijn. Wij achten dat de opofferingen, die de Regeeringen zich getroosten om de jaarwedde van hunne vertegenwoordigers in het buitenland te bepalen naar evenredigheid van de vereischten van het beroep, uiterst vruchtbare uitgaven zijn. Toch denken wij dat de billijkste verdeling van de kredieten, bestemd tot bezoldiging der ambtenaren, diegene is waarbij in ruime mate rekening wordt gehouden met de bijzondere gesteldheid van elken post.

» De handels- en nijverheidsinrichtingen hebben geene gelijke regelen voor het bezoldigen van hare beambten; deze worden betaald naar gelang van den geleverden arbeid, ja volgens de winsten welke zij bezorgen aan hen die zich hunne medewerking ten nutte maken. Het ware voorzeker moeilijk, de vergelding der officieele beambten te bepalen naar dezelfde grondslagen. Doch het komt wenschelijk voor, dat de posten, die een onafgebroken werk opleggen aan de titularissen en een bijzonder ruim veld voor hunne bedrijvigheid openen, werden bekleed door het puik der beambten: 't ware dus raadzaam, daaraan bijzondere voordeelen te verbinden.

» Anderdeels, schijnt het ons toe dat, buiten de eigenlijke jaarwedden, toereikende kredieten dienen te worden uitgetrokken op de begrootingen der Staten, om de beambten te vergoeden voor de gewone of toevallige kosten, hun opgelegd door de verstandige en goedbegrepen uitoefening van een hoofdzakelijk veelzijdig mandaat. »

De hervorming, door den achtbaren baron de Favereau tot stand gebracht voor de bezoldiging van onze vertegenwoordigers in het buitenland, houdt rekening met de bijzondere regelen, eigen aan ieder land. En van hetzelfde beginsel gaat de uitstekende maatregel uit, die door de Regeering werd genomen, wanneer zij gebouwen aankocht voor onze gezantschappen, zooals te Parijs, of zelfs hotels deed bouwen voor onze vertegenwoordigers, zooals werd gedaan in de landen van het Oosten en het Verre-Oosten. Evenwel blijven de jaarwedden van verscheidene onzer posthoofden ontoereikend in verhouding tot de levenskosten in sommige hoofdsteden en tot het wezenlijk nut voor onze vertegenwoordigers om aldaar hetzelfde aanzien te genieten als de economische mogendheden van gelijken rang als wij. Niet zonder gegronde redenen werd dan ook gevraagd dat onze diplomaten, die lange jaren hun land in den vreemde dienden, het emeritaat zouden genieten, evenals onze magistraten en hoogleeraars.

De lagere diplomatische ambtenaren, namelijk de geattacheerden en meestal de gezantschapssecretarissen, trekken geen jaarwedde. Zij moeten verscheidene jaren wachten, alvorens eene zeer ontoereikende belooning te ontvangen. Nochtans moeten zij houders zijn van het diploma van doctor

(1) L. CAPELLE. — *Des moyens et agents d'expansion*. Congres te Bergen, 1905, blz. 8.

in de rechten of dit van licentiaat in Staatswetenschappen. Zij moeten grondige studiën hebben gedaan en tevens over een persoonlijk vermogen beschikken. Uit dien hoofde wordt het moeilijk, dergelijke ambtenaren aan te werven.

De toestand der vice-consuls werd verbeterd bij koninklijk besluit van 17-April 1907. Doch voor hen evenals voor onze consuls blijkt uit de vergelijking van onze regeling met die van onze voornaamste mededingers in het buitenland, dat het noodig is hem eerlang nog te verbeteren.

Verleden jaar werden door den achtbaren heer Verbeke in den Senaat verscheidene gegevens tot vergelijking in 't midden gebracht. De tabel, door de Regeering op ons verzoek opgemaakt, vult deze aanwijzingen aan.

Vraag.

« Welke zijn de jaarwedden van onze consuls en vice-consuls van beroep en welke vergelijking kan men maken tusschen deze jaarwedden en die welke de naburige landen aan hunne consuls en vice-consuls verleen? »

Antwoord.

« Het ontwerp van Begrooting van het Departement van Buitenlandsche Zaken voor 1908, deelt, op bladz. 26, de tegenwoordige jaarwedden mee van de Belgische consulaire ambtenaren van beroep, die in de verschillende landen in dienst zijn.

» De bezoldiging van de consulaire ambtenaren der naburige Mogendheden, die in dezelfde plaatsen hun ambt vervullen, is vermeld op de navolgende tabel.

» De vergelijking tusschen de jaarwedden van de consulaire ambtenaren van de verschillende landen is nog al moeilijk, omdat de grondslagen der raming en de betrekkelijke belangrijkheid van elken post verschillen van land tot land.

» Zoo moet men, voor de Belgische consuls, in aanmerking nemen dat in het bedrag van de jaarwedden dier ambtenaren zijn begrepen de persoonlijke verhoogingen, aan dezen verleend wegens hunne dienstjaren en die verscheidene duizenden frank kunnen verschillen.

» De opgaven betreffende de jaarwedden van de consulaire ambtenaren der naburige landen van België zijn ontleend aan officieele uitgaven. Daar er haast bij was, kon men ze onmogelijk door de belanghebbende landen doen nazien. »

POSTEN.	België.	Duitschland.	Oostenrijk- Hongarijë.	Frankrijk.	Groot- Brittanje.	Italië.	Nederland.
Duitschland	(Keulen) 20,000	—	(Keulen) 32,100	(Hamburg) 25,000	(Hamburg) 66,000	(Keulen) 25,000	(Hamburg) 7,350 (vice-consul)
Argentijnsche Republiek . .	(Buenos-Ayres) 28,000	—	—	—	—	41,000	31,500
Bolivia	(La Paz) 20,000	—	—	—	—	—	—
Brazilië	(Port-Alègre) 18,000	(Port-Alègre) 30,000	(Port-Alègre) 26,000	(Saint-Paul) 28,000	(Santos) 35,350	(Port-Alègre) 29,000	(Rio de Janeiro) 25,200
Chili	(Santiago) 29,000	—	—	—	—	—	—
China	(Hankow) 18,000 2,000	(1 hotel) 25,000	—	(1 hotel) 28,000	30,300 (1 hotel en vergoedingen)	25,000	—
Id.	(Hong-Kong) 18,000	(1 hotel) 30,000	21,600 (vice-consul)	26,000	(Canton) 30,500 (1 hotel en vergoedingen)	35,000	37,800
Id.	(Shanghai) 27,000 (1 hotel)	(1 hotel) 30,000	45,900	(1 hotel) 46,000	37,875 (1 hotel en vergoedingen)	38,000	29,400
Id.	(Tientsin) 18,000 2,000	(1 hotel) 30,000	30,000	(1 hotel) 30,000	27,775 (1 hotel en vergoedingen)	25,000	21,000
Columbia	(Bogota) 18,000	—	—	—	50,500	36,000	—
Corea	(Seoul) (1 hotel) 25,000	(1 hotel) 37,500	—	(1 hotel) 30,000	37,875	—	—
Cuba	(Havana) 29,000	—	—	40,000	40,400	38,000	—
Spanje (Bezittingen). . . .	(Sainte-Croix de Ténériffe) 25,000	—	—	—	20,200	—	—
Vereenigde Staten	(Philadelphia) 25,000	30,000	26,450	(New-York) 55,000	42,925	28,000	—
Id.	(San-Francisco) 24,000	37,500	—	33,000	33,025	31,000	—
Id.	(Manilla) 18,000 2,000	30,000	—	30,000	39,150	—	—
Ethiopië	24,000	—	—	—	(1 hotel) 37,875	—	—

Frankrijk (Bezittingen)	(Tunis)	22,000	25,000	24,000	—	(1 hotel)	29,800	40,000	—				
Groot-Brittanje	(Liverpool)	21,000	(Londen)	50,000	(Liverpool)	19,000	(Liverpool)	22,000	—	(Liverpool)	31,000	(Londen)	32,500
Groot-Brittanje (Bezittingen)	(Melbourne)	20,000	(Sydney)	37,500	—	20,000	—	35,000	31,500				
Id. (Id.)	(Ottawa)	18,000	(Montréal)	50,000	(Ottawa)	32,500	(Montréal)	50,000	—	(Montréal)	30,000	—	
Id. (Id.)	(Bombay)	18 000	30,000	58,500	50,000	—	—	—					
Id. (Id.)	(Calcutta)	18,000	50,000	54,000	50,000	—	58,900	22,500					
Id. (Id.)	(Johannesburg)	16,000 5,000	(Pretoria)	50,000	40,000	20,000	—	46,000	42,000				
Guatemala	(Guatemala)	29,000	—	—	—	50,500	37,000	—					
Japan	(Yokohama)	16,000	(1 hotel)	57,500	27,700	(1 hotel)	25,000	27,775 (1 hotel en vergoedingen)	—	(Kobe)	21,000		
Nederland	(Rotterdam)	10,000	18,750	18,900	17,000	26,900	—	—					
Nederland (Bezittingen)	(Batavia)	18,000	50,000	—	55,000	—	—	—					
Peru	(Lima)	27,000	—	—	—	—	43,000	—					
Zuid-Rusland	(Kharkow)	20,000 2,000	(Kharkow)	22,500	(Kiew)	21,700	(Kharkow)	12,000 (vice-consul)	(Odessa)	36,600	(Odessa)	25,400	—
Id.	(Moskou)	23,000 2,000	30,000	27,400	25,000	13,900	—	—					
Siam	(Bangkok)	27,000	—	—	—	—	35,000	25,200					
Turkije	(Smyrna)	22,000	16,875 (vergoeding) 5,000	52,600	(1 hotel)	20,000	(1 hotel)	25,250	21,500	21,000			
Bulgarije	(Sophia)	21,000	37,500	61,250	50,000	37,875	56,200	—					
Venezuela	(Caracas)	29,000	—	—	—	50,500	40,000	28,500					

Om deze tabel nauwkeurig na te gaan, dient hier te worden bijgevoegd dat onder meer dan zeshonderd ambtenaren van onzen consulaire dienst, slechts zeventig bezoldigd zijn. Dus schijnen nieuwe geldoffers eerlang noodig te zijn, en het Parlement zal zich voorzeker niet onttrekken aan deze noodzakelijkheid.

Ook de indeeling der ambtenaren schijnt plaats te laten voor zekere klachten.

In sommige posten, waaronder enkele van weinig gewicht zijn, hebben wij verscheidene bezoldigde beambten. Te Sainte-Croix-de-Ténériffe, namelijk, waarvan het gebied zich uitstrekt tot West-Afrika, hebben wij een consul-generaal en twee vice-consuls.

Daarentegen hebben wij maar een enkelen beroepsconsul voor gansch het Vereenigd Koninkrijk van Engeland en Ierland. Te Hamburg, in de stad Havre, te Marseille en te Bordeaux hebben wij geen beroepsconsul. Eerst sedert korten tijd is een vice-consul van beroep gevestigd te Alexandrië (Egypte).

Wij hebben er geen enkelen in Algerië. In verscheidene posten behooren onze handelsconsuls tot andere Europeesche nationaliteiten, wat zekere bezwaren oplevert.

De Middenafdeeling vestigt ook de aandacht der Regeering op de « handelsgeattacheerden », waarover op het Wereldcongres, te Bergen, in 1903, belangwekkende verslagen werden uitgebracht door de heeren H. de Nimal en L. de Villegas de Saint-Pierre.

Duitschland, Engeland, de Vereenigde-Staten, Italië en Rusland brachten deze inrichting reeds tot stand.

Bij decreet van 3 November 1906, worden bij de gezantschappen en legatiën der Fransche Republiek handels-geattacheerden ingesteld, inzonderheid gelast de handelsvraagstukken te bestudeeren en rechtstreeks in betrekking te komen met de Fransche voortbrengers.

Deze nieuwe instelling, waarvan onze mededingers gebruik maken, verdient wel te onzent te worden bestudeerd.

Ook heeft de Regeering reeds blijk gegeven van hare ingenomenheid met dit denkbeeld.

Trouwens, er werden vice-consuls van beroep toegevoegd aan sommige legatiën in de overzeesche landen. Zoo beschikken onze diplomaten, in de landen waar wij de beste en de aanzienlijkste vertierwegen kunnen vinden, over mannen wier pogingen als 't ware uitsluitend strekken tot uitbreiding van de economische machten van ons land.

« Deze maatregel, antwoordde reeds de Regeering op eene vraag van de Middenafdeeling voor de Begrooting van 1898, is overigens maar een eerste stap ter verwezenlijking van den sedert lang door de openbare meening uitgedrukten wensch dat er onder dezen of genen vorm handels-geattacheerden worden benoemd bij onze legatiën. »

VIII — REISBEURZEN.

Ook de instelling der reisbeurzen staat in verband met de uitbreiding van onze handelsbetrekkingen. Leverde deze instelling alles op wat men er van

verwachtte? Daarover werden, op het Congres te Bergen, enkele klachten uitgebracht door baron Daelman, onzen gezant te Stockholm (1).

« De instelling van reis- en studiebeurzen kan zeer nuttig zijn, doch onder de *volstrekte* voorwaarde dat de beursgenieters, na de taal van het vreemde land *grondig* te hebben aangeleerd, *ten minste* een jaar lang werkzaam zijn in een handelshuis der stad waarheen zij worden gezonden, ten einde de handelsgebruiken goed te kennen en later in staat te zijn zich voorgoed in het land te vestigen.

» Tot hiertoe brachten de beursgenieters der Belgische Regeering niet tot stand wat van hen kon worden verwacht; ongetwijfeld zijn zij bij hun heengaan te weinig voorbereid. 't Ware te wenschen dat er slechts reisbeurzen werden verleend aan jongelingen die ernstig werkten in een huis voor uitvoerhandel en de practische kennis der zaken van dien aard verwierven in het vaderland zelf; theoretische kennis kan niet volstaan »

De Middenafdeeling achtte het nuttig dienaangaande eene vraag te richten tot de Regeering.

Vraag.

« Hoeveel reisbeurzen heeft de Regeering in de jongste jaren verleend en welke zijn de uitkomsten van deze instelling? »

Antwoord.

« Het krediet voor de reisbeurzen bedraagt 90,000 frank. Het jaarlijksch bedrag van elke beurs mag niet 6,000 frank te boven gaan en het geheel bedrag der beurzen, verleend aan één begiftigde, is tot 48,000 frank beperkt.

» De regel is, dat ieder titularis het genot der beurs kan hebben gedurende drie achtereenvolgende jaren en aldus het maximum van 48,000 frank bereiken.

» Daar evenwel het hoofddoel der beurs is, de definitieve vestiging van Belgen in het buitenland te bevorderen, wordt zij ingetrokken zoodra ernstige redenen doen gelooven dat dit doel niet zal worden bereikt.

» Bij voorkomend geval draagt de Regeering onmiddellijk zorg dat andere candidaten de beschikbare toelagen genieten en het krediet werd zoo zorgvuldig beheerd dat, sinds twintig jaar, geen enkele som, voor dat nuttig doel bestemd, ongebruikt is gebleven.

» De verkregen uitkomsten zijn zoo bevredigend als het kan voor maatregelen ten opzichte van jongelingen wier practische ervaring noodzakelijk nog al beperkt is.

» Men mag niet vergeten dat, ondanks den handelsproeftijd dien de beursgenieters in België en in het buitenland deden alvorens de officieele toelage te bekomen, zij nog geen zekere bewijzen konden leveren van

(1) BARON DAELMAN, *De l'Expansion économique mondiale*. Bergen, 1903, blz. 4

hunnen ondernemingsgeest noch van de wijze waarop zij de moeilijkheden, aan alle uitwijking verbonden, zullen te boven komen.

» Zoo men rekening houdt met deze omstandigheden, dan kan men zich gelukkig achten over de uitkomsten, die men aan de instelling der beurzen te danken heeft. Nochtans volgt het Departement van Buitenlandsche Zaken met de ernstigste aandacht den gang van de zaken der beurshouders om, naar behooren, de maatregelen te kunnen nemen, die de vastgestelde bezwaren verhelpen kunnen.

» De diplomatische en consulaire ambtenaren van België in het buitenland houden een bestendig toezicht op de beurshouders, en deze zijn verzekerd van de belangstelling der Regeering, zelfs wanneer de officieele toelage niet meer wordt verleend. »

IX. — UITWIJKing.

Na onze koopwaren, hebben wij onze kapitalen uitgevoerd om in vreemde landen nijverheidstakken in 't leven te roepen. Voortaan treden wij een derde tijdvak in : wij voeren onze landgenooten uit, om buitenslands het brood te verdienen dat onze bodem hun karig toedeelt.

Daarom ook komt bij de noodzakelijkheid om onze voortbrengselen steeds beter bekend te maken in al de streken der wereld, de noodzakelijkheid om onze landgenooten aan te moedigen, die trachten zich in verre landen te vestigen, ze tevens waarschuwende tegen onbedachte uitwijking en dienstneming. De uitvoer van menschen kan enkel dien van voortbrengselen bevorderen, vooral mits tusschen onze uitlandige landgenooten en België geregeld handelsbetrekkingen worden onderhouden.

Stellig kan het persoonlijk optreden van onze in den vreemde gevestigde landgenooten de werking van onzen buitenlandschen dienst en het streven onzer voortbrengers op de nuttigste wijze aanvullen.

Om deze uitwijking aan te moedigen, werd door eigen ondernemingsgeest de machtige vereeniging *Het Buitenland* in Nederland tot stand gebracht; de Staat en de voornaamste nijveraars schenken haar toelagen. Bekwame en ernstige jongelingen worden door haar opgeleid; uit haar schoot komen eene reeks vakmannen, die men in België al te zelden aantreft: goede reizigers voor het buitenland. Nadat zij in Nederland zelf de fabricatie bestudeerden, vullen zij hunne handelsopleiding aan te Londen en Hamburg, bij correspondenten van de vereeniging. Deze wordt geregeld ingelicht over het gedrag en den arbeid van hare beschermelingen. Is eenmaal hunne handelsopleiding voltrokken, dan worden deze jongelingen door het toedoen van de vereeniging naar het buitenland gestuurd, en verbinden zij zich op hunne eer alles te betrachten om er de Nederlandsche voortbrengselen ingang te doen vinden.

In België, waar zooveel en steeds talrijker jongelingen jaarlijks getuigen van den wensch om in den vreemde werkzaam te zijn, bezitten wij in dien zin niets anders dan vereenigingen van oud-leerlingen onzer handelscholen; dat zijn uitnemende instellingen, doch zij kunnen niet gansch het programma van het *Buitenland* verwezenlijken. Ook drukte de Middenaf-

deeling volgaarne op een wensch, door baron de Groote, gevolmachtigd minister, uitgedrukt in een verslag op het Congres te Bergen ⁽¹⁾.

« Wij wenschen, zegde hij, dat in België eene groote vereeniging bestaande uit kapitalisten, bankiers, nijveraars, handelaars en zelfs private personen, worde opgericht tot bevordering van de uitwijking van jongelingen, toegelaten door de vereeniging, nadat zij blijk gaven van voldoende onderricht, roeping en gezondheid om in verre landen handelsverrichtingen te ondernemen.

» Eene bijdrage, die des te geringer kan zijn naarmate de toetredenden talrijker zouden zijn, zou worden besteed aan het tot stand brengen van een fonds, waaruit men telken jare, naar gelang van de geldmiddelen, aan een daaraan geëvenredigd getal jongelingen de noodige som zou betalen voor hun vervoer naar de verkozen markten en hun onderhoud gedurende een voldoende tijd om eene bezoldigde betrekking te vinden. Ongetwijfeld zou de Staat zijne geldelijke medewerking niet onttrekken aan dergelijke onderneming, tot stand gebracht met een vaderlandsch doel en ondersteund door al de gezaghebbende mannen des lands. Onnoodig hier bij te voegen dat legatiën en consulaten de belanghebbenden volgaarne zouden helpen om zich te vestigen. »

X. — WERKEN UITGEGEVEN DOOR HET DEPARTEMENT.

In het verslag voor 1907 worden verscheidene belangwekkende opmerkingen gemaakt omtrent de werken, uitgegeven door het Departement. Terecht werd het belang van het *Recueil consulaire* geroemd. Het is een kostbare leiddraad voor 's lands voortbrenging en zou, ons dunkens, ruimer moeten verspreid worden onder de nijveraars en arbeiders, in de scholen van koophandel, in de nijverheidsscholen en zelfs in de middelbare scholen.

Nochtans gaat deze verzameling bij voortduur mank aan jammerlijk trage verschijning van sommige verslagen.

Zóó werd het verslag van België's consul-generaal te Berlijn, gedagteekend 28 Augustus 1906 en handelende over het dienstjaar 1905, eerst in Januari 1907 uitgegeven!

Wij denken ook dat het *Recueil consulaire* er zou bij winnen, indien het met meer smaak werd uitgegeven; men dient rekening te houden met den wezenlijken vooruitgang in België wat aangaat het drukken van boeken en vlugschriften; dezen vooruitgang stelt men vast zelfs in sommige ambtelijke uitgaven, bij voorbeeld in de *Revue du Travail*.

Men weet dat het *Recueil consulaire* aangevuld wordt door het *Bulletin commercial*, dat inlichtingen van bijzonder dringenden aard mededeelt.

Naar aanleiding van deze spoedeisende inlichtingen, wijst een gezag-

(1) BARON DE GROOTE, *Création de comptoirs commerciaux en pays étrangers. — Projet d'une association pour encourager l'établissement à l'étranger de jeunes gens se destinant au commerce*. Bergen, 1905, blz. 5.

hebbend vakblad, *l'Écho de l'Industrie* (5 Februari 1907), op eene beslissing, onlangs in Engeland genomen :

« Tusschen het *Board of Trade* en het *Foreign Office* is eene overeenkomst gesloten om de bekendmaking van consulaire inlichtingen te bespoedigen. Te dien einde gaf de Regeering aan hare consuls en consulaire ambtenaren in het buitenland bevelen om onmiddellijk, *desnoods bij telegram*, kennis te geven van de handelsinlichtingen die zij inzamelen en die den Britschen handel kunnen aanbelangen.

» Deze inlichtingen worden, *onmiddellijk na ontvangst*, medegedeeld aan de belanghebbenden en bekendgemaakt onder de verantwoordelijkheid van het *Board of Trade*.

» Daaruit blijkt, voegt *l'Écho de l'Industrie* hierbij, hoezeer men in al de landen, en niet zonder reden, is bezorgd om spoedige mededeeling van de consulaire inlichtingen. Vaak hangt het welslagen van eene zaak af van de snelheid, waarmede de belanghebbenden in een land worden ingelicht, en van den voorsprong dien zij daardoor hebben op hunne vreemde mededingers. »

Hier past het in herinnering te brengen dat onze consuls het niet laten bij officieele verslagen aan de Regeering en dat rechtstreeksche briefwisseling met bijzondere personen hen ook in staat stelt, groote diensten te bewijzen aan onzen handel.

Vraag.

« Kan men het *Recueil consulaire* niet op vaste tijden doen verschijnen en het, als drukwerk, er wat klaarder, wat meer modern doen uitzien? »

Antwoord.

« Het *Recueil consulaire* wordt in afleveringen uitgegeven; de meeste dezer bevatten slechts één verslag ofwel verschillende verslagen betreffende hetzelfde land.

» De belangrijkheid der afleveringen is zeer veranderlijk; zij worden afzonderlijk verkocht en de prijs ervan wordt berekend naar het getal bladzijden.

» Men dient niet te vergeten dat de gunstigste tijd van het jaar voor het opsturen van de verslagen der ambtenaren van den buitenlandschen dienst, afhangt van plaatselijke omstandigheden waarmee rekening moet worden gehouden.

» Het Departement van Buitenlandsche Zaken tracht die werken zoohaast als mogelijk is te doen verschijnen en, wilde men die uitgave op vasten, regelmatig tijd doen verschijnen, dan ware er vertraging te vreezen.

» Het typografisch uitzicht en de hoedanigheid van het papier van het *Recueil consulaire* werden geregeld door een contract dat op het einde van 1911 vervalt.

» De tegenwoordige prijs van het *Recueil* is zeer gering; het abonnement kost 1 fr. 25 per bundel van 300 bladzijden en een groot getal afleveringen kosten slechts 50 centiemen.

» Het schijnt onmogelijk het in stoffelijk opzicht te verbeteren, namelijk wat den druk aangaat, zonder den prijs daarvan te verhoogen en bijgevolg den verkoop misschien te verminderen.

» 't Is in overleg met de mannen van zaken, die de gewone lezers van het *Recueil consulaire* zijn, dat de achtereenvolgende vervormingen dier uitgave zijn geschied.

» Het Departement van Buitenlandsche Zaken is gansch bereid om de wenschen, die zouden worden uitgedrukt met het doel om het *Recueil* te verbeteren, op tijd en stond in acht te nemen, mits zij overeenstemmen met de inzichten van de voornaamste belanghebbenden. »

*
* *

De Middenafdeeling heeft de aandacht der Regeering ook gevestigd op het feit, dat het gepast zijn zou, artikel 11 te splitsen : onder een zelfde opschrift zijn daarbij vereenigd de kosten van briefwisseling van het Hoofdbestuur met de agentschappen, alsmede van de agentschappen met elkander; de hulpmiddelen, voorloopig verleend aan behoeftige Belgen; de aankoop en het onderhoud van vlaggen, wapenborden, zegels, stempels; de aankoop, het afschrift en de vertaling van stukken; de buitengewone en toevallige kosten.

Vraag.

« Zou het niet passen, artikel 11 der Begrooting te splitsen? »

Antwoord.

« De quaestie ligt ter studie. Er zijn wel enkele bezwaren aan verbonden. Men hoopt nochtans voorstellen te kunnen doen naar aanleiding van het ontwerp van Begrooting voor het dienstjaar 1909. »

*
* *

De Middenafdeeling heeft de Begrooting goedgekeurd met zes stemmen tegen eene. Zij heeft de eer u voor te stellen, ze aan te nemen.

De Verslaggever,
H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

